

FORD BLANQUEFORT
MÊME PAS MORT !

FORD BLANQUEFORT MÊME PAS MORT !

Textes de

SORJ CHALANDON, JULIETTE, SERGE HALIMI,
MONIQUE PINÇON-CHARLOT & MICHEL PINÇON,
DOMINIQUE MANOTTI, LAURENT BINET, FRANÇOIS MOREL,
DIDIER SUPER, GUILLAUME MEURICE, DIDIER CASTINO,
HERVÉ LE CORRE, PHILIPPE BLANCHET

Dessins de

BAR, FAUJOUR, VISANT, CAMI, URBS, BROUCK, LARGE,
COLLOGHAN, GIEMSI, BESOT, MAN, CHARLIE DELTA,
EMMA, PLANTU, RAY CLIDE, LASSERPE, JAVA



LIBERTALIA

DERNIERS LIVRES PARUS AUX ÉDITIONS LIBERTALIA

FRED ALPI, *Cinq ans de métro*

CARA ZINA, *Heureux les simples d'esprit*

JEAN RABAUT, *Tout est possible!*

BERND LANGER, *Antifa*

GÉRARD DE NERVAL, *Sylvie, Aurélia, Les Chimères*

PANAÏT ISTRATI, *Codine*

AURÉLIEN DUBUISSON, *Action directe, les premières années*

Actualité & catalogue complet : editionslibertalia.com

QUELQUES MOTS SUR CE LIVRE

L'usine va fermer! Le couperet est tombé, la décision est prise. Il y a déjà bien longtemps que Ford a ça dans les tuyaux, depuis 2008. Dix ans que les ouvriers se mobilisent, alertent, manifestent, luttent, et ça a payé, ils ont réussi à garder leur emploi tout ce temps-là.

Sauf que désormais c'est plus compliqué, plein de copains et de copines sont partis en retraite ou ont profité de départs volontaires pour tenter d'autres aventures, et maintenant il n'y a plus que 900 emplois sur le site de Blanquefort. Pour les sauvegarder, il va falloir encore se battre, alerter les pouvoirs publics, les médias, dénoncer le scandale qu'une entreprise puisse licencier alors qu'elle fait des milliards de profits tout en recevant des aides publiques, cela va demander de l'énergie, beaucoup d'énergie!

À la CGT-Ford, les camarades, devenus potes au fur et à mesure des grèves et des manifestations, continuent leur hebdomadaire satirique de lutte : Bonne Nouvelle. C'est un journal qui raconte l'usine, agrémenté de dessins piqués dans la presse de gauche et remaniés pour coller à l'actualité de Ford. En février 2018, quand Ford annonce sa volonté de se désengager du site, ils demandent alors à des dessinateurs de participer à ce canard : plus d'une quinzaine ont répondu présents et l'ont ainsi alimenté au fil des semaines.

La mobilisation est difficile mais on se souvient qu'il y a quelque cinquante ans, après Mai 68, les intellectuels et les artistes se sentaient concernés par le sort des étudiants

mais aussi des ouvriers. Une question s'est alors posée : une usine qui ferme n'est-elle que l'affaire des ouvriers, des futurs licenciés ?

Forts de cette interrogation et face à l'inertie des médias traditionnels, dont le quotidien régional Sud-Ouest, les ouvriers de Ford ont organisé une journée de mobilisation le 21 avril 2018 afin d'alerter sur ce qui se passe à l'usine. Les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot et le journaliste Serge Halimi ont participé à un débat avec des ouvriers, des syndicalistes et des habitants, s'en est suivie une soirée de concerts avec des groupes amis locaux et des figures nationales (Bernard Lavilliers, Didier Super, Bun Hay Minh, HK). La journée fut un véritable succès, nous avons commencé à voir se dessiner un début de tous ensemble plus large que le milieu habituel.

L'idée de faire un livre est venue assez rapidement. En voyant que la CGT-Ford récoltait beaucoup de dessins de grande qualité, nous avons eu envie de les compiler dans un livret afin de garder une trace de cette contribution artistique, puis nous avons sollicité des auteurs, artistes et intellectuels dont nous apprécions le travail en leur expliquant l'importance qu'avait leur participation à une lutte ouvrière. Ils nous ont offert ces textes et nous les en remercions chaleureusement.

Il est important que le monde ouvrier et le monde intellectuel puissent se rencontrer, c'est en s'alimentant mutuellement que nous pourrions penser différemment le monde.

Imaginer que l'usine Ford, comme cela a été le cas pour beaucoup d'autres, puisse fermer dans le silence et l'indifférence est intolérable. Heureusement, il y a des

femmes et des hommes qui résistent et qui refusent de croire en cette prétendue fatalité. Nous ne pouvons pas laisser faire ces multinationales qui sont des machines à broyer, qui continuent de détruire les emplois et donc les vies des salarié·es. Ce livre a pour objectif de mettre un peu de lumière sur cette lutte et d'encourager tous ceux et celles qui ne veulent pas se résigner.

Nous sommes convaincu·es que la fermeture d'une usine n'est pas inéluctable, c'est un choix politique contre lequel il est possible de se battre!

*Béatrice WALYLO,
enseignante et militante du NPA.*

QUELQUES MOTS SUR LA LUTTE DES « FORD »

Est-ce que la multinationale Ford nous aura finalement à l'usure ? C'est possible, mais pas certain. Le fait est que le 7 juin, la multinationale s'est lancée ouvertement dans son projet de liquidation de l'usine en mettant en place la procédure de PSE de fermeture totale et définitive du site de Blanquefort. C'est sa deuxième tentative.*

En effet, il y a dix ans exactement, même si elle n'était pas allée aussi loin, Ford avait déjà tenté la chose. Sans doute avec trop peu de subtilité, avec une maladresse qui nous avait rendu service, sans doute trop confiante dans le fait que les salariées ne réagiraient pas. À vrai dire, l'usine ne connaissait pas de conflits ou très peu (à notre grand regret) et donc devait avoir la réputation d'un site facile à liquider. On imagine les réunions des dirigeants et actionnaires. Sauf qu'il y a eu réaction. Bien en amont, ce qui nous a certainement porté bonheur, les premières manifestations ont eu lieu dès 2007, c'est-à-dire à un moment où il n'était question que d'inquiétudes et de menaces, à un moment où la production baissait dangereusement mais où les dirigeants de Ford se voulaient rassurants. Mais il y avait trop d'indices qui montraient que Ford préparait au contraire un mauvais coup.

Nous sortions alors d'un plan de départs volontaires (plan de licenciements d'environ 400 salariés) pour réduire l'effectif. Il se trouve que dans la région bordelaise, plusieurs

* « Plan de sauvegarde de l'emploi ». Voir la définition proposée par Philippe Blanchet, p. 83-84 [NDE].

exemples de plans de licenciements successifs avaient abouti à la liquidation des usines. C'était le cas de Solectron (ex-IBM) qui en était à son neuvième plan de licenciements, le dernier, car c'était la fermeture. Les militant·es CGT-Ford étaient allé·es les soutenir à plusieurs reprises, donc nous étions bien alerté·es. Pour nous, Ford n'en était qu'au début d'une politique d'abandon d'usine, à petit feu, comme les patrons savent si bien faire. Alors nous nous sommes lancé·es dans la bataille. Un peu à l'aventure tant nous nous étions fait ratatiner lors du PSE de 2005, nous n'avions même pas réussi à mobiliser à l'époque.

Les manifestations, dès février 2007, sont peu à peu devenues importantes, cela nous a même surpris. L'ambiance dans l'usine a changé. Le sentiment de confiance nous a gagnés au point de bloquer la boîte en février 2008 pendant dix jours. Et là on a fait trembler Ford, les dirigeants allemands de Ford Europe étaient venus parlementer avec nous, tenter de négocier l'arrêt de la lutte. Une nouvelle période de bras de fer commençait entre réunions, propagande patronale et multiplication des actions, comme les envahissements du stand Ford au Mondial de l'auto à Paris (2008, 2010...), quelques petites séquestrations (en salle comme en plein air). Ford n'avouait pas son objectif de liquider mais commençait à nous parler plus clairement de difficultés.

Entre menaces, intimidations et tentatives de nous amadouer, les dirigeants de Ford allaient quand même essayer d'avancer. Pour résumer, Ford finira par vendre son usine en 2009 à un repreneur bidon, si bidon que l'entreprise reviendra à peine dix-huit mois plus tard pour la racheter fin 2010 et pour y rapporter de l'activité (une nouvelle

boîte de vitesses) en mai 2011. Tout cela dans un contexte de résistance et de lutte jamais arrêtées. Le retour de Ford était évidemment une victoire énorme, un exploit certain. Mais nous n'avons pas eu le temps de fêter ça, car c'était le début d'une nouvelle période de lutte, Ford étant revenue contrainte et n'ayant jamais abandonné l'idée de repartir dès que possible.

Tout ça pour dire que notre histoire est une vieille histoire, de suspense, de coups de théâtre, de moments enthousiasmants, de coups durs. Résultat, nous sommes encore là dix ans après, comme des miraculés. Mais évidemment beaucoup moins nombreux, 900 au lieu de 2 000 environ il y a quinze ans. Nous n'avons pas réussi à empêcher les diminutions de personnel (plans de départs volontaires, départs en retraite non remplacés).

Dix ans après, nous sommes logiquement plus âgées (50 ans de moyenne dans l'usine!), plus fatiguées par le travail, plus fragilisées par les reculs, comme la dégradation des conditions de travail, des salaires relativement diminués et enfin usés par les manœuvres, les mensonges de Ford au fil de ces dernières années.

C'est à ce moment-là que Ford décide de passer à l'attaque, après des années de préparation, pour la dernière étape de sa stratégie, la fermeture du site. On peut penser que les dirigeants ont bien manœuvré pendant ces années, qu'ils ne se trompent pas beaucoup en considérant que c'est mûr, qu'ils peuvent enfin se désengager.

Un départ d'autant plus facile, que l'État et les pouvoirs publics dans leur ensemble sont pour le moins conciliants. Précisons que la multinationale Ford fait des milliards de profits tous les ans (7,6 milliards de dollars en 2017),

qu'elle gâve ses actionnaires, comme nombre de capitalistes, et qu'elle a reçu, rien que ces cinq dernières années, un total de près de 50 millions d'euros de subventions publiques en échange d'un engagement de maintien des emplois qui ne sera pas tenu. Pourtant, un accord avait été signé en 2013 entre Ford et l'État. Mais pas de problème, les pouvoirs publics n'exigent rien de Ford, pas de comptes à rendre ni aux collectivités, ni à la population, ni aux salariés, pas d'argent à rendre non plus. Le gouvernement, Juppé, le préfet, la Région, le département... ont juste râlé, critiqué Ford pendant quelques jours. Revendiquant une soi-disant impuissance qui pourrait ressembler à de la complicité. Lamentable, comme d'habitude, car des exemples de ce genre, il y en a beaucoup.

Alors, pour revenir à la question du début, est-ce que Ford va réussir à partir tranquillement, après avoir exploité ses salarié·es pendant quarante-quatre ans et volé de l'argent public durant autant d'années? Malheureusement, cela semble très probable. Mais pas question de faire un pronostic, pas question de s'y résigner. Si tout se passe comme prévu, ça finira mal : près de 900 salarié·es viré·es et autour de 3 000 emplois induits perdus. C'est grave, c'est même une catastrophe sociale.

Sauf qu'une équipe militante du syndicat CGT-Ford avec une poignée de salarié·e·s écœuré·e·s et révolté·e·s, soutenu·e·s par un réseau de militant·e·s syndicalistes, associatifs, politiques ont décidé de faire que cela ne se passe pas comme prévu. Il y a une résistance, une lutte, même dans des conditions difficiles, contre la fermeture de l'usine, contre les licenciements quels qu'ils soient, pour la défense des emplois privés comme publics, de toutes et tous.

Nous n'avons rien à perdre. La bataille est complètement légitime, il nous manque juste un peu de confiance en nous, le sentiment qu'on peut être une force collective. Il nous manque un déclic, pour que la roue tourne, pour changer le rapport de force. Au jour où ces lignes sont écrites, en ce début de mois de septembre 2018, en vrai, on a des raisons de croire que c'est possible, que nous pouvons provoquer ce déclic qui redonnerait le moral à une majorité de collègues, à la population autour. C'est notre projet!

*Philippe POUTOU
ouvrier à l'usine Ford, syndicaliste CGT,
partie intégrante d'une équipe militante qui garde
encore la force de batailler pour les emplois.*

JOUR DE VICTOIRE

SORJ CHALANDON

— Ne fermez pas la fenêtre, s'il vous plaît.

J'avais dit ça comme ça, doucement, un simple murmure. Mais Svetlana m'a foudroyé. L'infirmière, c'était elle. Elle avait tous les droits sur cette pièce et le malade qui l'occupait. Le nombre d'oreillers, leur position sous sa tête, la couverture en plus, le couvrelit en moins, c'était elle. Cette chambre d'agonie était devenue la sienne. Elle décidait du jour et de la nuit. Elle qui allumait le plafonnier ou la lampe de chevet. Elle qui s'emparait de la chaleur ou du silence. Elle qui avait confisqué la télécommande de la télévision.

— Il y a trop de bruit dans la rue, a protesté Svetlana.

— Il n'y en a pas assez, j'ai souri.

Cela faisait dix ans que la vieille Moldave s'occupait de mon père. Il l'aimait bien, elle le supportait. Elle s'en débrouillait, comme la tante d'un parent arrivé à son crépuscule.

Elle et moi, c'était autre chose. J'étais le fils en trop. L'écervelé. L'inconscient qui servait un verre de blanc frais au mourant. Celui qui lui tendait une cigarette pour une seule bouffée. J'étais l'empêcheur de mourir tranquille. Qui ouvrait les rideaux quand le soleil le réclamait. Qui remontait l'hiver avec une boule de neige pour qu'il y frotte ses lèvres de vieil enfant. Qui lui parlait de l'usine, encore et encore, même lorsqu'il fermait les yeux.

- Vous le fatiguez Henry!
— Je le distrais, Svetlana.

Depuis le début de soirée, la ville chavirait sous la Coupe du monde de football. Bonheur, joie, liesse. À la radio, à la télé, les journalistes puisaient dans leur dictionnaire pour trouver un mot plus haut que l'autre. De Bordeaux à Lyon, de Paris à Clermont-Ferrand, de Bayonne au plus petit bourg de Mayenne, les familles étaient dans les rues. Les boulevards chantaient, les chemins de campagne, les balcons bourgeois, les cités, les terrasses, les bords de mer, les villages de montagne. Une joie bruyante, insouciant, de klaxons de voitures, de rires de femmes, de cris d'hommes et de hurlements enfantins.

— Je veux qu'il écoute ça, j'ai dit.

Elle a lâché la poignée de la fenêtre. Et puis haussé les épaules avant de quitter la pièce.

Je me suis assis sur le lit, penché sur mon père. Il fermait les yeux, respirait faiblement.

— Tu entends?

La ville devenue folle.

Il a hoché la tête. Son maigre sourire.

Ce matin, je lui ai dit que l'usine vivrait. Que le gouvernement avait été ferme et que Ford renonçait à quitter le site.

— Ferme? Ferme comment? a demandé mon père.

Je me suis rapproché de son oreille. Il avait les yeux fermés, alors j'ai fermé les miens. Deux aveugles lumineux. Et je lui ai raconté. Ce qu'il voulait croire,

ce que j'aurais aimé entendre. Ford avait décidé de lancer la nouvelle boîte de vitesses chez nous, à Blanquefort.

— La 8F-MID ?

Il a souri, les yeux clos.

Il connaissait. Il ne connaissait que ça. Enfant, il ne me racontait ni les princes ni les chevaliers mais la mécanique. Son héros s'appelait Henri Depasse, importateur exclusif de Ford en France. C'est lui, en 1913, au 63 de la rue Fondaudège, qui avait ouvert le premier atelier de montage français de la Ford-T. Francis, mon grand-père, avait travaillé pour Depasse boulevard Albert-I^{er}. Avec trois copains d'atelier, ils avaient même fait le chemin de Paris, jusqu'au stand 21 du Salon de l'automobile, pour voir la Ford-T, leur « bordelaise », souriant aux bourgeois qui n'osaient approcher le diamant.

— Henry ?

Je me suis rapproché.

Mon père m'avait donné tout à la fois les prénoms de Ford et de Depasse.

— Ils ont trouvé l'argent ?

Il avait ouvert les yeux. Déjà, son regard était ailleurs.

— L'argent pour quoi ?

— La comptabilité...

J'ai souri à mon tour. Il parlait de la compatibilité des chaînes. Passer de la boîte 6F35 à la nouvelle technologie. Des millions d'euros.

— Oui, bien sûr. Tout a été réglé.

Il me regardait.

— Je crois même qu'on va pouvoir continuer la 6F15. Les syndicats ont parlé de 150 000 unités pour l'Europe.

Il a levé une main, à peine. Sa paume détachée du drap. Il me regardait toujours.

— Mais c'est sûr? C'est certain? L'usine est sauvée?

Je me suis levé, j'ai ouvert les fenêtres plus encore.

— Tu n'entends pas?

La France fêtait le sauvetage de mon usine. C'est ce que je lui avais dit. Et l'honneur de mon grand-père, ouvrier chez Depasse. De mon père, mécanicien auto à l'âge de 17 ans. L'honneur de son fils, entré à Blanquefort en 1974, un an après son inauguration par Chaban-Delmas et Henry Ford II. L'honneur des 862 salariés en lutte qui seront bientôt rejoints par 2 000 autres, comme dans les années 2000. L'honneur du grand parking qui va être de nouveau plein à craquer. L'honneur de tous les gars au pied de la chaîne de montage, l'honneur des compagnons des zones de production, de montage, du traitement thermique. L'honneur des régleurs, des contrôleurs, du service achat des matières premières. L'honneur de tous ceux qui croient que le travail est le lieu de la dignité. L'honneur de nos aînés, qui montraient leur badge Ford pour rassurer le banquier. L'honneur de ceux qui croyaient l'ovale bleu un talisman à vie, sans savoir qu'Henry Ford avait dit : « Les hommes travaillent pour deux raisons : le salaire et la peur de perdre leur emploi. »

L'honneur des femmes et des hommes qui ont refusé le salaire de la peur.

— J'entends, a murmuré mon père.

Il savourait les cris, les chants, les sifflets, les pétards.

Une corne de brume l'a fait sursauter. Il a chuchoté. Mon front contre le sien.

— On en parle à la télé?

J'ai allumé le poste. Je redoutais le retour de Svetlana. J'ai mis une chaîne de sport, la première, n'importe laquelle. Les Champs-Élysées étaient embrasés. Des dizaines de milliers, bras levés, sourires victorieux, une France d'avant les tourments.

Mon père a ouvert les yeux. À peine. J'avais coupé le son. Il a observé l'écran, la liesse, cet enfant en gros plan, sur des épaules adultes. Le visage de papa était douloureux. J'ai éteint la télévision. Il boudait. Je connaissais bien ce visage. Il avait cette même moue lorsque j'étais enfant et que je n'arrivais pas à répéter les mots savants qu'il m'apprenait.

— Trains épicycloïdaux, c'est pas compliqué quand même!

Comme son père avant lui, il m'avait élevé à la Ford-T.

— L'ancêtre des boîtes automatiques!

Son royaume était un monde de leviers, de pédales, de sangles de commandes. Ses bijoux s'appelaient Consul, Zodiac, Zéphyr mais aucun d'entre nous n'a jamais pu s'offrir une voiture née de notre travail. « On trime pour les rupins », disait mon père.

Ni amer, ni triste, ni en colère de rien. Ford était son travail, pas son loisir.

Il avait refermé les yeux. Il boudait. Ses lèvres mortes retombées.

— Ça va, papa ?

Vague haussement d'épaules. Sa voix, épuisée d'âge et de tabac.

— Il n'y a pas de drapeau rouge. Pas de banderoles syndicales. Ils se croient où ? À un match de foot ?

Je lui ai caressé les cheveux. Ça, c'était Paris. Ils sont comme ça, à Paris. Dommage qu'il ne puisse se lever, venir jusqu'à la fenêtre, parce que chez nous, place Pey-Berland, il n'y avait que ça, des drapeaux rouges. De la joie ouvrière. De la fierté, de la dignité, de la beauté.

Il a ouvert les yeux une dernière fois.

— Alors on a gagné, mon fils ?

Je lui ai pris la main.

— On a gagné, papa.

Et puis il s'est rendormi, le sourire aux lèvres.

Lorsque Svetlana est arrivée, je prenais mon sac. Elle avait les yeux mauvais.

— Vous ne me l'avez pas fatigué, j'espère !

Je l'ai embrassée sur la joue. Un geste comme ça, furtif, inhabituel. Le baiser d'un papillon. Elle a haussé les épaules en faisant du vent avec les mains. Je crois bien qu'elle a ri.

Je suis sorti dans la foule. Les joues étaient peintes en tricolore, des gamins portaient des maillots aux

couleurs de l'équipe de France. La ville dansait et chantait la victoire jusqu'au vertige. Alors voilà, j'ai plongé au milieu de cette joie qui n'était plus la mienne. J'ai marché jusqu'à la cathédrale, j'ai ouvert mon sac et enfilé le maillot blanc des copains de Ford sur ma chemise, « Luttons tous ensemble pour sauver les emplois ».

Et puis je suis monté sur le socle de la statue de Chaban, poing levé.

Un enfant m'a imité, sa mère avec lui.

Puis un homme qui passait.

Et puis un jeune.

Et puis un autre...

Sorj CHALANDON est journaliste
au *Canard enchaîné* et romancier.

Derniers ouvrages parus :
Le Quatrième Mur (Grasset, 2013), *Profession du père*
(Grasset, 2015) et *Le Jour d'avant* (Grasset, 2017).

CHANSONS

JULIETTE

Il ne faut pas m'en vouloir, je ne sais que faire et chanter des chansons. Et les chansons n'ont jamais changé le monde.

Pourtant, quand le monde change, il y a toujours des chansons pour l'accompagner.

« Nous n'avons pas gagné mais c'est nous qui avons les plus belles chansons », disaient, paraît-il, les républicains espagnols défaits par la bêtise au front de taureau.

Le monde ne change jamais tout seul. Il faut des gens. Des gens qui en ont assez, des gens qui sont à bout, des gens qui bouillent, des gens qui marchent dans les rues, sous des banderoles, et évidemment des gens qui chantent. La plupart du temps pour faire changer le monde, les gens chantent des slogans, sur l'air des lampions, sans doute parce qu'ils en ont marre d'être les lampistes.

Au bout d'un moment s'élève une chanson. Une mélodie simple, on croit toujours l'avoir déjà entendue, un hymne populaire, une vieille réminiscence de chant d'église, peut-être. Mais dont les paroles s'envolent contre ces hivers tellement longs imposés de la main des maîtres, des mauvais jours qui n'en finissent pas, et des horizons désespérant de nuages menaçants.

Que dit cette chanson? Elle dit que le printemps va revenir, que les cerises, sous la feuille

tendre, attendent les bouches assoiffées de justice et d'amour. Elle dit que ça branle dans le manche, qu'elle fait rimer avec «revanche». Elle chante les canuts, la butte rouge, la Semaine sanglante, elle chante les lendemains dont elle sait bien qu'ils ne chanteront pas forcément, elle chante toujours la fraternité blessée.

Alors tous ces gens qui en ont assez, qui bouillent, qui sont à bout, mis bout à bout, ça fait changer le monde, un peu, pas trop à la fois. Parce que, hélas, les vieux démons reviennent, ils ne se taisent jamais tout à fait, au fond des mauvais cœurs et des méchants esprits; profitent du moindre manque de vigilance, du plus petit excès de confiance, pour saper ce qui a été péniblement construit et spéculer sur la résignation. Alors les gens redescendent dans la rue, sous des banderoles, pour marcher, demander, marcher, exiger, marcher, crier, lutter. Et chanter.

Les mêmes chansons, ou d'autres, car les temps changent.

Et la chanson alors, mélodie simple, cerises vermeilles et gouttes de sang, revient faire ce qu'elle sait faire le mieux : soutenir les poings levés, réchauffer les cœurs fatigués, réveiller les fatalistes-au-bois-dormant, faire briller les yeux de qui n'est plus tout seul dès lors qu'il entonne le refrain. Camarades à voix fortes.

J'en sais quelques-unes, de ces chansons-là, par goût, par conviction, par émotion. Je suis sûre qu'il faut les chanter, encore et toujours, quand bien même elles sont accueillies par les ricanements

arrogants des mécréants de la lutte de classes, ou détournées en rythmes à la mode – *ô bella, ciao!* – avec ces bonnes intentions dont on pave les enfers. Il faudrait même en écrire de nouvelles, bien qu’il semble impossible de commander ce petit miracle qu’est une chanson que le peuple s’approprie. Et qu’il chante... pour changer le monde.

JULIETTE est chanteuse, compositrice, parolière.

Son dernier album, *J’aime pas la chanson*,
est disponible depuis février 2018.

LES TYRANS ET LES TIGRES DE PAPIER

SERGE HALIMI

Blanquefort, samedi 21 avril 2018. Les syndicalistes veulent à la fois remobiliser les ouvriers de l'usine Ford et démontrer la solidarité qui les entoure, dans la ville mais aussi au-delà. Mission accomplie. Ce jour-là, néanmoins, deux moments ont pointé, chacun à leur manière, les difficultés à venir. Côté salariés, un ancien responsable syndical prend la parole et, dans un propos très construit, reproche à ses camarades de ne pas avancer assez de « propositions ». Il faudrait, leur explique-t-il en substance, au lieu d'opposer à Ford un discours militant peu susceptible de le faire revenir sur sa décision de fermeture du site, démontrer, chiffres en main, l'intérêt pour l'entreprise de continuer à produire à Blanquefort. Socialiste, la maire de la ville fait écho à tant de pragmatisme : « On ne s'y résout pas. Ford n'a pas de raison économique de partir. » Apparemment aucune raison sentimentale de rester non plus. D'autant que ses décisions ne sont pas prises à Blanquefort, au milieu des habitants de la ville, mais à Francfort, siège européen de la firme.

Quelques instants plus tard, dans la même réunion, le député de la circonscription, macronien et ruisselant de bonne volonté, se fait reconnaître. Assez courageusement, il intervient au milieu d'une assistance plutôt hostile. Ses moyens d'empêcher les licenciements sont réduits, il le sait lui aussi. Mais il imagine qu'il conserve encore un atout, la prière. Alors, il supplie :

« J'en appelle à la responsabilité de Ford qui est une usine mondiale. » Mais si l'affrontement social était un jeu de cartes, la valeur de l'« appel à la responsabilité » d'une multinationale se situerait entre un 2 de trèfle et un 3 de carreau. Des décennies de politiques publiques ont construit un tel rapport de forces.

« Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes », écrivait déjà Bossuet il y a quatre siècles. Or, pour Ford, que peuvent valoir les supplices d'un député fidèle à Emmanuel Macron quand, en 2017, ce dernier avait expliqué aux ouvriers de l'usine Whirlpool d'Amiens : « Interdire à une entreprise de fermer un site si elle l'a décidé, c'est impossible. Si je fais ça demain, il n'y a plus personne qui viendra investir en France. »

Le même soupçon d'incohérence s'appliquerait aux socialistes, qui jugent aujourd'hui « inadmissible » la décision d'une autre multinationale américaine, General Electric, de revenir sur l'engagement qu'elle avait souscrit de créer un millier d'emplois en France. Car combien de promesses non tenues de ce genre les gouvernants de gauche ont-ils entérinées depuis plus de trente ans en se contentant de les accompagner de communiqués de protestation aussi ronflants qu'impuissants ?

Revenant sur la fermeture du site industriel de Florange en Lorraine, qu'il s'était engagé à empêcher pendant sa campagne de 2012 dans l'hypothèse où il serait élu président de la République, François Hollande raconte, par exemple, que, quand il reçoit à l'Élysée le propriétaire de l'entreprise sidérurgique quelques mois plus tard pour le menacer

de nationaliser son usine lorraine, « de sa voix onctueuse, Lakshmi Mittal me répond que nous devrions en ce cas acquérir aussi l'ensemble des sites français du groupe, dans lesquels sont employés quelque 20 000 salariés. Car il se retirera du pays ». Et alors le chef de l'État s'inclina. Le milliardaire indien savait bien qu'à côté de lui la plupart des hommes politiques ne sont que des tigres de papier.

Au point que, dorénavant, les élus du suffrage universel consacrent une bonne partie de leur temps à théoriser leur impuissance. En février 1997, Jacques Chirac est interrogé sur la fermeture à Vilvoorde d'une usine Renault, société dont l'État était alors le principal actionnaire. Et le chef de l'État explique : « La fermeture des usines, c'est aussi, hélas, la vie. Les arbres naissent, vivent et meurent. Les plantes, les animaux, les hommes et les entreprises aussi. Moi, j'ai connu, quand j'étais petit, des maréchaux-ferrants. J'ai même travaillé chez un maréchal-ferrant. Il n'y en a plus. Ils ont disparu. Ce n'est pas pour autant que la civilisation a régressé. C'est la vie. » Transformer un choix politique – car ne rien faire, c'est choisir, c'est agir – en loi de la nature, voilà à quoi ces dernières décennies semblent nous avoir condamnés.

La politique n'est pas toujours impuissante. Et l'État non plus. Il ne fera presque rien pour les ouvriers de Ford, la chose est probable, mais dix ans plus tôt il sut se démener pour les actionnaires de la BNP-Paribas, du Crédit lyonnais ou de Dexia. À eux, il sauva la mise. Au prix fort. Dans les trente jours qui suivirent la faillite de Lehman Brothers, tous les banquiers centraux abaissèrent de concert leurs taux

directeurs. Du jamais vu. Ils garantirent également la solvabilité des banques pour un montant égal à 27 % du PIB de l'Europe et des États-Unis ! Nul ne s'avisa alors de fermer ces institutions financières dont la rapacité avait provoqué la catastrophe – ou de les racheter pour rien, puisqu'elles ne valaient plus rien. Il aurait suffi d'expliquer à leurs actionnaires : « C'est la vie, vous avez failli, ainsi veut la loi du marché. »

Dans un combat défensif, il est bien compréhensible que chacun soit d'abord tenté de sauver sa mise, son emploi, son indemnité de licenciement, et préfère renoncer aux combats généraux qui pourraient les compromettre. Le fait est encore plus courant dans les périodes de reflux social. L'idée se généralise alors que le système est invincible, éternel, qu'on ne le fera jamais céder, que la seule chose à faire est de le convaincre que nos intérêts sont également les siens. Les grandes luttes sociales permettent de se défaire d'une telle illusion. D'autant qu'il leur arrive de déboucher sur des questions politiques. Comme celle-ci : qui a permis que se construise un monde où le PDG de Ford est tellement assuré de sa puissance qu'il peut refuser de recevoir le ministre français de l'Économie quand celui-ci veut plaider devant lui la cause de l'usine de Blanquefort ? Cette question en appelle une autre, collective, politique, et qui déborde largement le cadre de Blanquefort : comment rendre à la collectivité le pouvoir de ne plus dépendre d'un pouvoir aussi tyrannique ?

Directeur du *Monde diplomatique*, Serge HALIMI est l'auteur de *Quand la gauche essayait* (réédition Agone, 2018).

L'USINE FORD À BLANQUEFORT :
UN CHAMP DE BATAILLE DE LA GUERRE DE CLASSE

MONIQUE PINÇON-CHARLOT ET MICHEL PINÇON

La menace de la fermeture définitive, en 2019, de l'entreprise Ford en Gironde, où les ouvriers fabriquent des boîtes de vitesses, est emblématique de la violence des riches. Celle-ci s'exerce avec des armes multiples et redoutables pour les travailleurs. Patrons spéculateurs et salariés jetables sont aujourd'hui le quotidien d'une France dont le président de la République, un ancien banquier de chez Rothschild, mérite d'endosser le titre de « président des riches », dont nous avons déjà affublé Nicolas Sarkozy.

Dans cette guerre de classe, que les riches mènent contre les travailleurs, les armes utilisées sont plus subtiles que le canon ou la mitrailleuse, car elles doivent être indolores et invisibles. Les actionnaires des entreprises et des multinationales se sont autoproclamés les seuls créateurs de richesse et d'emplois. Les ouvriers et les salariés sont eux considérés comme des coûts, des charges ou des variables d'ajustement. Les esclaves, lors de leur transport par bateau d'Afrique vers les États-Unis, étaient juridiquement assimilés à un « chargement » de marchandises. La fermeture définitive de l'entreprise Ford a été justifiée parce qu'il n'y avait plus « aucune opportunité de production », les 910 salariés étant en quelque sorte considérés comme de simples outils de travail que l'on cesse d'entretenir

lorsque leur usage est devenu inutile. Les actionnaires et les patrons embauchent ou licencient avec pour seul objectif de gonfler leurs profits financiers. Ces armes idéologiques et linguistiques contribuent à la déshumanisation des travailleurs et à la marchandisation des entreprises qui s'achètent et se revendent dans les services de fusions-acquisitions des grandes banques d'affaires. Un « serial-repreneur » s'est manifesté pour acquérir l'usine de Blanquefort. Mais il a la réputation sulfureuse d'un Tapie belge spécialisé dans l'achat et la vente des entreprises en difficulté. L'ouvrier est le dernier vestige, dénué de toute valeur, de l'usine.

La culpabilisation des salariés fait partie de la panoplie guerrière. « Si vous ne travaillez pas jusqu'à la fermeture de l'usine, vous serez les seuls responsables du fait qu'aucun repreneur ne se sera manifesté ! » Les ouvriers étant les créateurs les plus directs de la valeur, il paraît évident, et nécessaire, de briser la conscience ouvrière, la fierté du travail. La destruction psychique est un bon moyen pour que les travailleurs ne puissent pas penser qu'en réalité ce sont eux les créateurs de richesse et que les actionnaires sont en général des voleurs du travail d'autrui ! Le résultat est d'ailleurs là : la France est devenue en 2017 le plus gros payeur de dividendes en Europe, soit 44 milliards d'euros, alors que l'Allemagne occupe la deuxième position avec 31 milliards d'euros. Quand il y a une tentative de culpabilisation des travailleurs, c'est qu'il faut cacher quelque chose. L'espoir d'un repreneur par les liquidateurs de l'entreprise n'est dû qu'à la volonté de maintenir la production des boîtes

de vitesses le plus longtemps possible, de limiter la publicité négative de Ford et d'éviter de payer plus de 300 millions d'euros de frais de fermeture.

Comme le président Macron, les propriétaires des moyens de production «assument» leurs forfaitures dans un cynisme de plus en plus visible et donc violent. Ford licencie 910 salariés à Blanquefort alors que la multinationale américaine a réalisé 6,37 milliards d'euros de bénéfices en 2017. Cynisme encore vis-à-vis des aides publiques : le site Rue89 Bordeaux a calculé que, depuis son implantation en 1972, Ford a encaissé 120 millions d'euros d'aides publiques. Un protocole garantissant 1 000 emplois pendant cinq ans a été signé en 2013 entre Ford et les pouvoirs publics. Alors que ce protocole arrivait à échéance en mai 2018, les responsables de Ford, trop pressés, ont annoncé dès février sa fermeture définitive. À notre connaissance, aucune plainte pour délit d'escroquerie n'a été engagée auprès de la justice.

La manipulation du social est une arme importante mise au point par les dominants afin que les dominés ne se rendent pas compte de l'arbitraire des rapports de classe. Les uns naissent cours Arnozan à Bordeaux avec des titres de propriété dans la bouche (entreprises, terres viticoles, forêts, valeurs mobilières, médias...), les autres naissent à Blanquefort avec leur seule force de travail. Cet arbitraire doit être masqué afin que la violence du système capitaliste apparaisse naturelle, comme allant de soi et ne pouvant être contestée. Ford a ainsi proposé de mettre en place une cellule psychologique pour accompagner

les salariés désespérés par leur avenir de futurs chômeurs. Cet accompagnement est une assurance pour que les actionnaires ne soient pas perçus comme des prédateurs à éliminer. Cet accompagnement permet également d'individualiser les problèmes des uns et des autres et de diviser les personnels et les syndicats pour le plus grand bonheur des cocktails au champagne dans les beaux quartiers de Bordeaux.

Les capitalistes n'ont qu'une seule peur, celle de la solidarité des travailleurs avec la conscience d'être les copropriétaires des usines où ils ont laissé leur santé et la volonté d'en finir avec le capitalisme et sa main invisible, en ne cédant rien aux fainéants, aux cyniques et aux extrêmes de l'oligarchie prédatrice.

Michel PINÇON et Monique PINÇON-CHARLOT,
sociologues, anciens directeurs de recherche au CNRS,
auteurs de nombreux ouvrages parmi lesquels
Tentative d'évasion (fiscale) (Zones/La Découverte, 2015),
Panique dans le 16^e (La Ville brûle, 2017).

FAKE BOÎTE

DOMINIQUE MANOTTI

Comme toujours, quand on ferme une entreprise, les salariés sont les premiers concernés, les derniers informés et jamais consultés. Sentiment de colère et d'impuissance. Scénario qui se répète, ici ou là, un jour ou l'autre, comme une fatalité. Aujourd'hui Ford Blanquefort, hier Daewoo.

Je me souviens de ma rencontre en 2003 avec les ouvriers de la dernière usine Daewoo en Lorraine, à Mont-Saint-Martin. L'usine fabriquait des pièces pour des télévisions bas de gamme. Le patron coréen avait annoncé la fermeture définitive de la boîte, les ouvriers avaient occupé l'usine, et un incendie criminel s'était déclenché pendant l'occupation, accélérant, bien sûr, l'échec de l'occupation et la fermeture de l'entreprise. Je les avais rencontrés à ce moment-là. Ils étaient sonnés et tentaient de « refaire le film » pour comprendre ce qui leur était arrivé.

Une phrase revenait dans toutes les conversations : « Dans cette usine, on avait l'impression de ne pas travailler "en vrai", de jouer dans une pièce de théâtre... » J'ai essayé de comprendre sur quoi reposait cette sensation, comment fonctionnait vraiment cette boîte.

Les ouvriers fabriquaient des pièces médiocres, pour un marché de télévisions bas de gamme qui s'effondrait, et tout le monde, y compris la direction, semblait s'en foutre. L'absentéisme était élevé,

les conditions de travail très dégradées, les accidents nombreux. Dans l'indifférence générale. « En vrai », l'usine n'était là que pour justifier le versement des subventions européennes très généreuses, censées contribuer à la réindustrialisation de la Lorraine après la mort de la sidérurgie. « En vrai », l'entreprise était une *fake* boîte. Il lui fallait maintenir un simulacre de production pour maintenir le robinet à subventions ouvert, et le rideau est tombé sur le spectacle dès que le robinet a été fermé.

Entretemps, l'argent européen a été mis à l'abri de l'étranger grâce à un mécanisme bien rodé de circulation de facturations truquées entre filiales du groupe, et finalement « blanchi » dans la plus célèbre des lessiveuses européennes, la luxembourgeoise Clearstream, où il est devenu parfaitement anonyme : aucune origine connue, aucune destination connue. Et quelques heureux destinataires privés non identifiés que l'usine Daewoo avait comme fonction réelle d'enrichir, ce qu'elle a fait avec efficacité pendant une petite vingtaine d'années. Dans cette pièce, les figurants étaient une quantité négligeable, ils ont été licenciés.

Bien sûr, l'effondrement de ce système était prévisible : un robinet à subventions finit toujours par se fermer. Il avait même sans doute été soigneusement programmé. Bien sûr, l'usine Daewoo de Mont-Saint-Martin est une caricature. Mais comme toutes les caricatures, elle fait apparaître un morceau de vérité. Dans la vie « réelle », dans notre système actuel, de « vrais » ouvriers produisent des « vraies » marchandises. Mais, comme à Daewoo, le but ultime

de toute cette mécanique est de produire de l'argent, du profit, plus de profit pour ceux qui ont le pouvoir, ceux qui possèdent les usines et ceux qui les dirigent. Marchandises comme ouvriers sont des variables d'ajustement.

Jusqu'à quand ?

Dominique MANOTTI est romancière.

Elle a notamment écrit *L'Honorable Société* (Gallimard, 2011), *Le Rêve de Madoff* (Allia, 2013), *Or noir* (Gallimard, 2015)

LES MAGELLAN DE LA RENTABILITÉ

LAURENT BINET

Ford et le fordisme : c'est ici que tout a commencé et c'est donc ici que tout finira. Vie et mort de l'industrie. « Mes ouvriers sont mes meilleurs clients », disait-il. Ce n'était pas le « socialisme de l'offre » (cette insulte à l'histoire, aux électeurs, à l'esprit humain), c'était le capitalisme de la demande. Sans remettre en cause la propriété, la rente, l'actionnariat, ni rien faire, au fond, qui puisse trop rebuter les messieurs en haut-de-forme à Londres ou à New York, augmentons les salaires. Transformer le travailleur en consommateur : pari génial pour faire tourner la machine en évitant la révolution. Henry Ford le relève. Ça marche. Les riches restent riches, les pauvres sont moins pauvres. Somme toute, ce *compromesso storico* semblait, sinon tout à fait honnête, du moins un peu acceptable.

Certainement, ça ne pouvait pas durer. L'actionnaire, psychologiquement, est comme un bolchevique à l'envers : pour ce qui le concerne, il ne raisonne pas en force de travail (et pour cause, il ne fout rien), mais en manque à gagner. Un salaire versé est un bénéfice qu'on lui vole. La vérité nue, on la connaît : plus on vire des gens, plus les cours grimpent, c'est mécanique. Wall Street ne ment pas. Payer moins, virer plus. Les actionnaires ne sont pas très Henry. Leur hantise reste la baisse tendancielle du taux de profit, et leur remède s'appelle

mondialisation : la terre est ronde, alors pourquoi se gêner ? Payons des Slovaques pour assembler des bagnoles qu'on vendra en Europe de l'Ouest. Et quand les Slovaques coûteront trop cher (parce que les exploités finissent toujours par regimber), on ira en Bulgarie, puis en Chine, puis au Vietnam, puis au Bhoutan, et ainsi de suite. Et quand les Italiens, les Espagnols, les Allemands, les Français (notre tour viendra, en fait il est déjà là) seront trop paupérisés, on ira vendre aux Australiens, aux Chinois (la Chine peut jouer dans les deux camps, elle est devenue le pivot du *game*), aux Indiens, aux Mexicains...

Ce jeu de bonneteau peut durer longtemps, mais il n'est pas infini. Quand des usines au Togo fabriqueront des Ford Fiesta pour, mettons, le marché thaïlandais, on saura que la fin de la bougie est proche. Les capitalistes sont les Magellan de la rentabilité : au bout d'un moment, ils auront fait leur *circumnavigation*. Sans doute paieraient-ils pour refaire un tour de manège, mais quand il ne restera plus que des chômeurs ou des exploités, qui voudra rouler en Mondeo ?

Aux limites de ce système, on sait la réponse de l'actionnaire, elle n'a jamais varié (même si elle est rarement formulée) : après moi, le déluge. « Les capitalistes vendront la corde qui les pendra », disait Lénine. En fait, pas exactement, ils vendent le poison lent qui les tuera, mais quand ? Après cent ans d'agonie supposée, de crises surmontées et de prophéties d'effondrement sans cesse reportées, ils peuvent toujours espérer un ou deux siècles de rab, si la planète arrive à tenir.

Si la planète arrive à tenir. C'est toute l'ironie de la chose. Que des hommes crèvent, c'est l'histoire du monde : pertes et profits. Que la planète crève, c'est plus embêtant. Le soleil qui tape, l'air qui pourrit, l'eau qui s'évapore ne font pas la distinction entre un actionnaire et un ouvrier. Ce que la révolution n'a pas su faire, le climat le fera peut-être : mettre le capitalisme hors la loi. Quand il fera 50°C à Oslo, je suppose qu'on arrêtera de demander poliment les choses à coups de mesures gentiment incitatives. Les COP21 et autres célébrations en cravate se révéleront pour ce qu'elles sont : des mascarades cosmétiques et vaguement obscènes. L'urgence de la situation dictera, espérons-le, quelque chose de plus radical. Nationalisations, expropriations, démantèlement, reconversions... L'ironie est la suivante : le salut du monde passera par une soviétisation de l'économie. Fin de la libre entreprise qui pollue et qui tue. Retours aux plans quinquennaux, contrôles drastiques, pénalités létales, recherche et développement en lieu et place des dividendes, régulation.

Socialement, il faut peut-être y voir une opportunité, dans la mesure où il sera nécessaire, pour la survie de la planète, de neutraliser la cupidité du capital. Espérons que dans le processus, on se rappellera, au passage, l'existence des ouvriers.

Laurent BINET est romancier.

Auteur, notamment, de *HHhH* (Grasset, 2010)
et *La Septième Fonction du langage* (Grasset, 2015).

LES PIEDS D'ARTHUR

FRANÇOIS MOREL

C'est incroyable comme les pieds d'Arthur grandissent. C'est incroyable comme ils n'en finissent pas de grandir. Son anniversaire, c'était il y a deux mois. Il a eu sa paire de Nike. C'était ce qu'il voulait. Ne pas avoir ces pompes qui coûtent un bras, c'était impossible à ses yeux. « Maman, tous les copains en ont. Si j'en ai pas, je serai comme un pestiféré. » C'est ce qu'il m'a dit. Un pestiféré ! Ce qu'il ne faut pas entendre. Il l'a eue sa paire de Nike. Son père a eu beau lui faire un cours sur les conditions de travail déplorables pour les ouvriers des usines sous-traitantes, toutes ces pratiques honteuses des multinationales, il lui a parlé des *sweatshops*, ces ateliers de misère où les travailleurs sont des esclaves, rien n'y a fait. Il voulait ses Nike. « C'est une question de vie ou de mort », qu'il a dit. Quand il a quelque chose en tête...

Bon, tout ça pour dire que ses Nike, elles sont déjà trop petites. En deux mois, il a pris deux centimètres, si c'est pas plus. Il faisait du 40. Il lui faut un grand 42. Je n'en ai même pas parlé à son père. Ça va l'énerver. Il y a de quoi, faut dire. En plus, Alain, en ce moment, il n'est pas à prendre avec des pinces. Il est inquiet. Il a peur que son usine ferme. « Penses-tu, je lui ai dit, avec les bénéfices qu'ils font, ils n'ont pas intérêt à fermer... »

« Tu parles, Charles » qu'il m'a répondu.

« Pourquoi papa il t'appelle Charles ? » a demandé Charlotte. On a quand même rigolé.

La petite, elle, depuis qu'elle a vu « Les Prodiges » à la télé, elle s'est mis en tête de faire du piano. Son père et moi, on trouve ça bien, remarquez, mais les cours, c'est pas donné. Sa maîtresse l'encourage. Elle est douée, paraît-il, elle a de l'oreille. Elle a de qui tenir. Alain, c'est pareil. Sans avoir jamais appris, il arrive à retrouver les airs, comme ça... Ça m'épate... Ça m'a toujours épaté. La première fois que je l'ai vu, c'était chez des copains qui avaient un piano électrique. Il a joué *Ma déclaration* de Michel Berger. Et puis *My Way* et tous les grands succès de Michel Polnareff... *Dans la maison vide, On ira tous au paradis, Tous les bateaux, tous les oiseaux, Love me, please, love me...* Je suis tombée dingue amoureuse, illico. Un an et demi après, Arthur naissait. Prématurément. Un petit bout de chou de rien du tout. Il était grand comme la taille de ses pieds actuels, à peu près. C'est pour ça, je me dis, aujourd'hui, il va bien, il fait du foot, il a des copines, il se débrouille bien en anglais et en histoire-géo. Quand je vois ses grands pieds et que je repense à l'inquiétude qu'on a eue les premiers mois de sa vie, je me dis que tout ça, c'est des péripéties, que ça va forcément s'arranger.

Comme dit Alain, « tout finit par s'arranger dans la vie, même mal ! ».

Je ne sais pas pourquoi en ce moment, il est pessimiste... Une boîte de vitesses dans une voiture, pourtant, c'est indispensable. Je ne vois pas pourquoi on fermerait l'usine... Quand je dis ça à Alain, ça

a l'air de l'énerver encore plus. Ce matin Charlotte m'a dit que quand elle sera concertiste, elle ira dans le monde entier et qu'elle nous emmènera avec elle. En attendant, ça tombe mal, cette histoire de Nike.

Il va pourtant bien falloir lui racheter une paire à Arthur. Il ne peut quand même pas aller au lycée en chaussons...

Comédien et chroniqueur, François MOREL est l'auteur de *C'est aujourd'hui que je vous aime* (Le Sonneur, 2018).

SI FORD FERME SES PORTES,
EST-CE VRAIMENT INJUSTE ?

DIDIER SUPER

Oui, quand on passe trente ans de sa vie derrière une chaîne de montage et qu'on se retrouve à deux doigts de la retraite sur le point d'être licencié à coups de pied au cul avec pourquoi pas un début de cancer, bien sûr que ça peut en faire pleurnicher certains...

Néanmoins, sachez que si vous en êtes là, c'est uniquement de votre faute, et les petits problèmes de fuites d'huile largement constatés sur la boîte automatique fabriquée à Blanquefort ne sont certainement pas l'unique cause de votre malheur, même si, évidemment, ils n'y sont pas non plus pour rien...

Comprenez que votre situation vient essentiellement de cet état d'esprit un peu trop « enfant gâté », assez propre au travailleur français en général.

Quelques éminents spécialistes en matière de force de travail et de courage en ont fait le constat.

Serge Dassault : « Les Français ne travaillent pas assez, regardez la Chine, les gens travaillent quarante-cinq heures par semaine, ils dorment dans leurs usines, ils font de bons produits pas chers, parce qu'ils travaillent. La France ne travaille pas. »

Jacques Seguela : « Le salaire moyen d'un Chinois, c'est 10 % du smic et ils sont heureux, et ils se battent, et ils y croient... »

Jacques Attali l'a également bien pigé : « Pour pouvoir s'étendre, les marchés rencontrent un obstacle

majeur : les lois. »; « Ce sont les démocraties, les Codes du travail, etc., qui empêchent notre économie d'aller de l'avant. »

Alors, peut-être qu'avant de réclamer des contrats de travail, des machines à café pour vos petites pauses et de chipoter sur l'âge de vos retraites (éventuelles), vous pourriez commencer par vous remettre en question et prendre exemple sur les plus pauvres, car notre avenir, c'est eux!

Didier SUPER est comédien, humoriste, chanteur.

Dernier album paru : *Vacances à vos frais* (2016).

LUTTE DES CULASSES

GUILLAUME MEURICE

J'aime pas les bagnoles. Ça pue, ça pollue, c'est moche. Ça finit dans le fossé, dans un platane, ou dans une autre bagnole. C'est sans doute le pire moyen de transport inventé à ce jour. C'est au progrès humain ce que Benoît Magimel est à la sobriété.

J'aime pas Ford. C'est le taylorisme, l'individualisation des tâches, l'homme-machine. Ça finit en dépression, en divorce, en suicide. C'est sans doute le pire des systèmes de production inventé à ce jour. C'est au progrès humain ce que Bernard Arnault est à la sobriété.

Alors, j'aime pas les usines Ford.

Mais ce que j'aime encore moins, ce sont les actionnaires qui chouinent devant leur retour sur investissement. Les dirigeants d'entreprises devenus de vulgaires banquiers. Les politiques dont la lâcheté crasse rivalise avec l'indigence funeste. Ce sont les conséquences des agissements de ces tristes pitres : des vies d'ouvrières et d'ouvriers fracassées sur l'autoroute du pognon.

Ce que j'aime, c'est vous, qui ne vous résignez pas. Ce que j'espère, c'est que votre combat ne sera pas vain, qu'il ouvrira les brèches de nouvelles structures davantage basées sur la coopération que sur la compétition, qu'une gestion horizontale et responsable remplacera de vieux schémas de dominations archaïques, qu'apparaisse, comme le dit le slogan de

Ford, *une autre façon de voir la vie*. Loin de toutes ces raclures de joints de culasse.

Guillaume MEURICE est humoriste
et chroniqueur radio.

SAUVER NOS LARMES

DIDIER CASTINO

*Hâte-toi. Hâte-toi de transmettre
Ta part de merveilleux de rébellion de bienfaisance.
René Char, Commune présence*

Les usines n'intéressent personne.

On ne parle d'elles que pour parler de leur liquidation. On ne parle de vous que pour parler de votre combat. Le combat ouvrier. Être ouvrier n'est pas seulement une profession, un statut, c'est un combat. Vous travaillez, vous combattez.

Parfois en silence. Vous n'osez pas désobéir, vous n'avez pas les mots, pas l'assurance de ceux qui vous gouvernent. Mais il est des combats qui sortent de l'usine, interrompent la chaîne, la production, les pièces qui restent à assembler. Le salaire amputé parce que vous bataillez pour travailler, ce sera cher payé. Vous obtiendrez d'éphémères victoires. Vous reprendrez le travail mais tout est toujours à recommencer. Il vous arrivera peut-être de combattre non pas pour préserver ce qui est déjà acquis, mais pour en perdre le moins possible.

Vous êtes un corps multiplié. Des gestes répétés les yeux fermés. Une force, une puissance qui arrache le respect. Un être capable de faire exister ce qui n'est qu'une idée, par le seul mouvement de vos mains, la dextérité de vos doigts, le fléchissement de tout votre

corps. Vous vous donnez aux volumes élevés de production. Si vous avez mal, vous continuez en ayant mal, le mal est votre nouveau corps, c'est aussi ça le combat, avoir mal, sentir la douleur aux premières heures de la matinée, la bascule et puis plus rien, être lancé. Mais le dos s'affaisse quand vous vous arrêtez, se contracte, se brise. Dans le mouvement quotidien il vous échappe, la douleur disparaît, le repos seul la fait revenir.

La tâche qui vous épuise décuple la force du patron, du chef, du directeur, comment l'appeler? Vous mesurez chaque jour que l'histoire se répète. Vous aimez et maudissez ce qui vous fait vivre et vous tue à la fois. Vous êtes un homme qui travaille. Vous êtes une femme qui travaille. Vous n'avez pas le choix, mais vous savez que ce ne sont pas les patrons qui vous font travailler, c'est vous, les salariés, qui leur vendez vos forces. Car il n'est d'usine sans ouvriers, vous êtes vivants, menacés, agressés. Les patrons peuvent bien exiger l'efficacité, les cadences, ils n'ont pas votre science ouvrière, si vous vous arrêtez de travailler, il n'y a plus d'efficacité, il n'y a plus de cadences, plus d'objectifs.

Chacun de vous est un guide.

Quand on se renseigne sur l'usine-qui-meurt, quand on lit la presse, on s'aperçoit que ce sont toujours les mêmes motifs, toujours le même mal. Le mal libéral. Les engagements des actionnaires non tenus, des bénéfices qui augmentent, rien en somme qui justifierait la fermeture.

Voilà pourquoi vous prendrez la parole ce matin après une mauvaise nuit. Vous vous rendez à l'usine comme chaque jour depuis vingt-cinq ans, mais vous ne franchirez pas les tourniquets, vous devrez parler aux collègues. Vous arriverez très tôt, vous aurez mal évalué le temps de trajet. Depuis que l'usine est menacée vous perdez vos repères, vous avez soudainement peur d'arriver en retard et qu'on vous empêche d'entrer, que le tourniquet se bloque et vous laisse à la porte pendant que les autres travaillent. C'est le rêve que vous faites dans votre lit, vous les voyez travailler sans pouvoir les rejoindre, le rêve revient, vous réveille et achève vos nuits prématurément, alors quitte à être debout, vous partez, vous arrivez trop tôt. Vous restez dans votre voiture à attendre que les autres véhicules remplissent le parking. Très vite tout le monde est là, mais il reste encore beaucoup de places vacantes, vous pensez qu'il y a quinze ans le parking était plein quand tout le monde travaillait, les salariés se garaient sur l'herbe, les voitures étaient collées les unes aux autres, aujourd'hui tout le monde est là et seul un quart du parking est occupé, ça fait beaucoup de disparus...

Mais ce matin il s'agit de parler, il ne faut pas plier, *ils* n'attendent que ça. *Ils* se permettent de nous jeter comme des malpropres parce qu'*ils* se sentent autorisés, on n'est pas assez soudés en face, pas assez mobilisés. *Ils* voient bien qu'on est résignés, *ils* peuvent faire ce qu'*ils* veulent... Vous devez comprendre que cette usine est la nôtre, certains sont là depuis trente ans, il y en a dont les parents travaillaient ici avant eux,

tout le monde connaît l'usine, tout le monde connaît au moins une personne qui y travaille. *Tout est à nous rien n'est à eux*, ce n'est pas du vent ce qu'on chante, c'est vrai, nous la connaissons mieux qu'eux, notre usine, nous reconnaissons son odeur, ses bruits, l'ouvrage que l'on poursuit, que l'on retrouve d'un jour à l'autre, *nous ne sommes rien soyons tout*, n'oubliez pas merde, vous me trouvez peut-être emporté, mais je veux que tous ensemble on restaure la justice là où ne règne que le profit, et ne levez pas les yeux au ciel dès que vous entendez le mot *profit*, ne soufflez pas, je ne vous parle pas de syndicalisme, ni de lutte de classes, je vous parle de nous, vous ne pouvez accepter qu'on exploite nos forces comme on exploite une terre, nous ne sommes pas une terre, nous sommes des vies, nous sommes des familles, on ne jette pas des familles, on ne jette pas des vies avec autant de légèreté. Leurs cadences de production ne cessent d'augmenter, idem pour leur productivité, leur chiffre d'affaires et ils disent qu'on n'est pas rentables. Allons-nous continuer à nous taire ? Les laisser dire ? Mentir ? Vous ne pouvez accepter d'être spectateurs de votre propre disparition, vous devez oser avec nous, vous avez trop d'exemples de défaites, vous intégrez la défaite et pensez qu'il n'y a pas d'autres alternatives, que le monde est ainsi fait, si nous refusons de voir ce qui nous menace, si nous avons peur, nous ne changerons rien, nous connaissons toujours des défaites, nos enfants aussi, nous leur transmettrons nos défaites, une vie de défaites et de renoncements, il faut qu'on nous regarde, il faut qu'on nous reconnaisse, nous

ne sommes pas des chiens qu'on siffle pour les faire venir et qu'on abandonne, nous sommes des femmes, des hommes et nous respirons.

Vous y croyez. Votre travail depuis trois, quatre mois se limite à y croire, entraîner avec vous les autres collègues, solliciter leur confiance. Qu'ils comprennent que seule l'interruption des machines, des chaînes d'assemblage, seule la diminution sensible de la production fera réagir les actionnaires, les contraindra à descendre vers nous, nous regarder, découvrir qu'on existe, que c'est nous qui leur donnons la puissance, nous qui les rendons libres, propres, insolents. Même si ce n'est rien pour eux, nous représentons une force qui peut secouer leur ordre, le perturber, l'inquiéter.

Oui, vous pensez que les collègues vous rejoindront, vous avez une énergie qui vous anime et donne un sens à votre vie. Les déceptions, vous connaissez, les doutes aussi, mais vous repartez toujours après l'abatement, la foi que vous placez en ces femmes et ces hommes est ce qui vous fait vivre. L'élan d'être sans cesse porté vers les autres, de vous battre et de partager est votre seul égoïsme.

Pour vous, ce n'est plus possible. Vous ne vous levez pas ce matin. Vous ne vous levez pas depuis une semaine. Vous êtes soulagé de ne pas vous lever. Votre médecin de famille vous a connu enfant quand vous ignoriez tout de l'usine, des cadences à respecter, des intimidations de vos supérieurs, enfant, quand travailler était devenir un homme, avoir de la force, gagner de l'argent. Il a compris ce qui n'allait

pas. Vous respirez correctement, votre cœur bat à un rythme régulier, aucune contracture, aucune fracture, mais vous n'y arrivez plus, c'est lourd, ça ne se voit pas, ça vous fait très mal dans la tête, dans le ventre, vous ne pouvez plus supporter d'avoir à choisir si vous entrez ou pas dans l'usine, si vous continuez la production ou la ralentissez, si vous rejoignez ceux qui se mobilisent ou ceux qui abandonnent, vous ne trouvez plus d'arguments satisfaisants, vous n'osez plus regarder les collègues en face.

Vous êtes bien chez vous, ça vous soulage, mais vous ne savez pas comment l'expliquer à votre fils, à votre fille. Vous avez honte. Vous êtes bien, mais vous pensez qu'il va falloir retourner à l'usine. Pour faire quoi? Travailler? Ce serait tellement plus simple. Ou refuser d'entrer en essayant de croire que c'est le seul moyen pour sauver votre emploi?

Tu ne veux pas déménager. Tu as entendu tes parents dire qu'il faudrait vendre la maison et partir ailleurs où papa pourrait trouver du travail. Demain tu iras avec eux dans les rues de la ville, tu aimes bien monter sur les épaules de papa, être encore plus haut que lui, tu aimes bien courir entre les jambes des grands, coller des autocollants sur les habits, sur les murs, sur le dos des autres en cachette, tu espères que tu en auras plein plein parce que dimanche ce n'était pas juste, tu n'en as eu que cinq, ton père t'a promis de t'en donner un gros paquet cette fois, tu seras plus riche que les autres enfants grâce à ton père, tu ne voudras pas partager, ou si les autres en veulent, il

faudra qu'ils te donnent des bonbons ou de l'argent. Tu aimes bien aussi crier, c'est permis, chanter *ou alors ça va péter*, tu aimes bien dire *péter*, ça te fait rire, siffler avec le sifflet qui crie et tu siffles, tu siffles, la bave coule du sifflet, quand tu siffles trop fort le sifflet tombe par terre, tu te baisses, le ramasses, ta mère l'essuie à sa veste, te le rend et tu siffles, tu siffles, *tous ensemble, tous ensemble* pfuiiiit, demain tu porteras la pancarte, ouuuuaaais, dimanche avec ta mère vous aviez écrit *Laissez papa travailler*, tu as même été pris en photo et on t'a vu à la télé, cette fois maman veut écrire *Futur fils de chômeur*, toi tu aimes un peu mais pas trop, tu sais pas ce que ça veut dire chômeur, ils te l'ont expliqué, mais tu n'aimes pas, c'est pas un beau mot, c'est pas un mot pour les enfants, ça te donne mal au cœur, tu as peur qu'on te regarde et qu'on se moque de toi, tu as peur que papa soit triste, se mette en colère, toi, tu es sûr qu'il ne sera jamais chômeur, ça n'arrivera pas, il est trop fort. Tu aimes beaucoup quand il allume le feu au bâton et qu'il y a de la fumée partout partout, la fumée rouge, tu te mets dessous, tu sautes, tu essaies de l'attraper, ça sent bon...

Dans le miroir ce matin, vous étiez satisfaite, ça va, je peux y aller. Toute de noir vêtue, le noir ça allonge, ça fait ressortir la couleur de vos cheveux. Vous avez opté cette fois pour un blond cuivré, il capte les rayons du soleil. Vos cheveux sont impeccables, aucune fourche, vous avez fait couper les pointes et le balayage rend l'ensemble très net, oui

vous êtes satisfaite, vous trouvez secrètement que vous n'êtes pas mal du tout, ça vous donne confiance, vous vous dites que les cheveux ça fait tout, vous ne voulez pas y renoncer.

On vous connaît aussi pour ça, on dit de vous que vous êtes toujours élégante, tirée à quatre épingles, on ne sait pas tout l'effort que vous y consacrez, on ne le dirait pas, mais ça vous permet de ne pas sombrer, vous voulez continuer à travailler, vous coiffer, vous faire belle pour la lutte et votre révolte à vous passe par les cheveux nets, vous n'êtes pas une loque, à l'usine on parle aussi de nos cheveux, des couleurs que l'on a envie de tenter parce que *ça change* un peu, rompre la routine, nous aussi on y a droit, je suis en grève et mes cheveux sont *impec*, et alors? Quelque chose à redire?

Ça ne m'empêche pas d'être inquiète quant à la fermeture qui se profile.

Oui, vous êtes en grève, vous restez devant l'entrée avec les autres filles, les hommes sont là aussi, vous aimez bien parler des hommes avec elles, ça vous fait rire. Mais vous refusez les arguments fallacieux de la direction. Plutôt réservée, vous prenez rarement la parole, vous levez la main aux AG quand on compte celles et ceux qui s'opposent à la reprise du travail ou qui sont favorables au ralentissement de la production, on travaille, ok, comme ça, on n'est pas compté grévistes, mais on travaille au ralenti, ça n'avance pas, ils ne peuvent rien nous dire... Vous êtes d'accord avec votre représentant, vous trouvez que c'est une bonne idée, ça devrait permettre à plus de monde de

se mobiliser, vous essayez d'en parler aux filles, ce n'est pas toujours facile d'avoir les mots qu'il faut, vous trouvez aussi qu'on a tous de bonnes raisons de ne pas faire grève, de plus en plus de collègues partagent vos revendications, mais ne peuvent pas se mettre en grève, vous non plus vous ne le pouvez pas, mais vous êtes prête à aller *jusqu'au bout*, il vous reste encore cette radicalité, la radicalité de votre jeunesse passée et ça personne ne pourra vous l'enlever.

Vous, vous prenez ce qu'il y a, peu importe ce que vous portez, vous n'allez pas à un mariage. Vous espérez juste que ce matin la mobilisation sera enfin plus forte. Dans la semi-obscurité de la chambre à coucher, vous essayez d'être silencieux, vous attrapez le premier t-shirt sur lequel se posent vos mains. Vous n'y prêtez pas attention, l'essentiel est qu'il soit repassé, le reste... Comme chaque jour à cette heure, vous vous rasez, l'après-rasage, le peigne et dans le miroir vous découvrez soudainement le t-shirt que vous portez, vous souriez peut-être. Vous vous attardez sur le paysage floqué, magnifique, irréel. Une immense plage de sable blanc, une eau turquoise, la lente écume des vagues s'étend tout doucement et des baigneurs en nombre, paisibles, insouciant, à demi nus, ils sont en vacances. Dans le ciel uniformément bleu est écrit en lettres blanches SUMMER. Votre fils vous l'a offert pour la fête des Pères, l'an passé, vous avez trouvé ça beau, un peu jeune – ouh là là, tu crois que je peux mettre ça à mon âge, ça ne fait pas trop...

C'est la première fois aujourd'hui, juste avant de partir, que vous comprenez. Comme une révélation. Ce que vous voyez dans le miroir est différent. Violamment différent. Inaccessible.

Aussitôt, vous décidez de le recouvrir, enfiler par-dessus l'autre t-shirt, celui qu'en principe vous vendez deux euros à ceux qui veulent vous soutenir, celui que vous ne portez qu'une fois arrivé à l'usine ou en délégation ou aux manifs, aujourd'hui vous partirez de chez vous avec, ça ne vous est jamais arrivé. Vous faites ainsi disparaître la plage de sable blanc et le ciel bleu, l'été et les vacanciers, le dépaysement et la vie tranquille, vous les recouvrez avec le logo de la firme déchiré par une fermeture éclair rouge et SUMMER dans le ciel est remplacé par *Luttons tous ensemble pour sauver les emplois*. Il n'y a plus de paysage.

Parmi les actions inventées pour mettre des visages et des corps derrière un fait de société, un nombre, 886, une actualité, on vous a proposé de poser pour un photographe. Montrer qui vous êtes. Montrer que vous ressemblez à ceux qui travaillent, ceux qui provisoirement ne sont pas menacés, ceux qui connaissent l'usine parce qu'elle fait partie de la ville, de la région.

Poser, quelle drôle d'idée, on n'est pas des vedettes nous, et puis les photos je déteste ça, j'aime pas me voir... Mais vous avez accepté pour sensibiliser, vous prenez des risques une fois de plus, vous avez décidé d'exposer vos visages et vos corps aux regards des autres.

Vous souriez Monsieur, parce qu'on vous a toujours dit de sourire quand on vous prend en photo, mais pas seulement, vous souriez aussi parce que vous êtes fier du combat que vous menez, vous vous tenez droit, votre regard nous cueille et nous interroge.

Vous, vous refusez de sourire, vous avez déjà accepté de poser, il ne faut pas trop vous en demander et puis vous n'aimez pas ça la photographie, vous restez sérieux, vous êtes dur, il faut que les gens comprennent qu'on n'est pas en vacances, vous n'acceptez pas la fermeture de l'usine, c'est grave, scandaleux, vous nous défiez du regard, vous nous montrez vos années d'usine, vos origines, la mobilité que vous acceptez pour continuer à travailler, vous êtes allé le chercher ce boulot, vous vous êtes battu et maintenant on vous demande d'y renoncer, de gommer des années de votre vie, comment veux-tu que je souris ?

Et vous les femmes de l'équipe. Vous avez voulu poser en groupe pour garder la photo plus tard. Ne pas oublier. C'est votre vie. Autant d'années passées ensemble, on ne les efface pas par un plan social. Vous posez le regard fier, la photo s'anime et résonne de vos paroles, de vos rires, certaines ont endossé le gilet jaune de sécurité, les hommes vous rejoignent, vous travaillez avec, l'une d'entre vous prend dans ses bras son amie, elle la serre, la protège, lui donne toute la force dont elle aura besoin pour les jours, les mois et les années à venir, tiens, prends, ma belle, prends toute ma chaleur, on est unies, on doit le rester, et sourions ensemble, sourions, montrons qu'on n'est

pas des déchets, montrons notre amour de la vie, du travail, notre capacité à résister, on va tenir, ma belle, on va tenir.

Vous avez aussi été photographié, Monsieur, mais je retiens de vous les larmes. Ce ne sont pas seulement les vôtres. Vous êtes porte-parole de celles des autres, les femmes, les hommes, les 886 menacés de chômage ou de retraite anticipée. Vous n'êtes pas une pleureuse. On ne vous a jamais vu pleurer *avant*, mais depuis quelque temps quand vous évoquez l'avenir de l'usine en assemblée ou devant des caméras, une vague se déclenche et vous devez arrêter, vous ne pouvez plus parler, vous êtes terrassé par des larmes qui noient vos yeux, affectent votre verbe, on ne les voit pas couler, mais elles sont là et font barrage, c'est un tremblement de terre.

Vos larmes nous instruisent, on ne le mesure pas encore. Elles nous rassemblent. Quand un ouvrier pleure, ce sont tous les ouvriers qui se dressent et prennent la parole. Tous les fils d'ouvriers, toutes les filles d'ouvriers, toutes les ouvrières, les maris d'ouvrières, les familles d'ouvriers, les générations d'ouvriers, toute une ville, une région, un pays, c'est un monde qui s'écroule et disparaît.

Les larmes parce qu'on ne vous donne aucune explication, on vous balade depuis des mois, on ne tient pas compte de vos spécialités, de vos qualifications, de vos vies. Il ne vous reste rien d'autre face à l'injustice. Le combat et les larmes. Vous êtes un homme, vous pleurez. C'est aussi ça un ouvrier, un

travail, un combat, et ce sont des larmes, celles qu'on vous confie parce que vous êtes délégué syndical, on vous connaît, on vous fait confiance, on croit en vous, nos larmes d'ouvriers menacés, bafoués, il y en a trop vous ne pouvez plus les contenir, c'est une telle force, une puissance surnaturelle, que faire contre les larmes ouvrières?

Elles sont *une autre façon de voir la vie* pour reprendre le slogan de la firme qui nous licencie. Nous avons encore ce pouvoir-là, personne ne peut nous le voler. C'est nous qui sommes modernes car contrairement à vous, décideurs, notre *façon de voir la vie* échappe aux lois du marché, aux dividendes qui vous grossissent, aux rentabilités qui nous exploitent, la vôtre est tellement commune et conforme au monde que nous voulons combattre.

Go further, dites-vous, mais vous n'allez pas plus loin, vous vous figez. C'est nous qui partirons puisque vous nous virez avec l'illusion de croire que vous êtes supérieurs, au-dessus des lois. *Go further*, oui nous irons plus loin, mais pas où vous voulez. Nous ne sombrerons pas. Nous aurons nos larmes pour nous, ce sont elles qui ont raison, elles qui nous grandissent.

Ce sont nos armes.

Didier CASTINO est romancier.

Il est l'auteur de *Après le silence* (Liana Levi, 2015)
et *Rue Monsieur-le-Prince* (Liana Levi, 2017).

INSOMNIE

HERVÉ LE CORRE

Marco ne dort pas. Il regarde au plafond les lueurs floues jetées par les persiennes, comme une vapeur d'insomnie. Ou bien, se tournant sur le côté, les chiffres verts du radio-réveil.

Compte à rebours.

L'usine va fermer.

Marco écoute la nuit. Les craquements de la maison, la circulation au loin sur la route. Une voiture qui file. Le rugissement d'une moto. Il épie son souffle à elle, à côté, qui lui tourne le dos. Il a peur de l'entendre s'arrêter. Il a peur qu'un silence définitif s'abatte sur lui. Une nuit sans écho ni aucune lueur. Il pose sa main sur son bras, le sent se soulever. Chaleur douce. Elle s'appelle Laurence.

Avant, jamais Marco n'a songé qu'il pourrait la perdre et voir tout s'effondrer autour de lui. Avant, Marco ne se posait jamais ce genre de questions.

Marco se lève. Il aime le froid du carrelage sous ses pieds. Il marche dans le couloir, son cœur bat plus vite, s'emballe presque. Il s'approche de la porte et l'ouvre doucement. Trois ans que la gosse est partie vivre sa vie. Mais il écoute quand même cette obscurité comme si une respiration d'enfant allait y souffler. Il ne sait pas pourquoi il fait ça.

Avant, en cas d'insomnie, il venait entendre cette respiration comme celle de la vie même.

Marco boit au robinet de l'évier, se mouille la figure, la nuque, puis s'assoit à la table et regarde autour de lui les meubles qu'il a montés et installés lui-même et il repense à tout ce qu'il a fait dans cette maison pour l'embellir. Il sait tout faire. Tu as de l'or dans les mains, on lui dit souvent. Il répond que c'est rien, qu'il a appris tout ça avec son père, qu'il n'a aucun mérite. Il dit ça mais au fond de lui il est fier. La plomberie, le carrelage, la cloison cassée pour ouvrir la cuisine à l'américaine, la salle de bains, la terrasse. Ils auront fini de payer tout ça dans cinq ans.

Marco ne sait pas ce qu'ils feront dans cinq ans. Marco ne sait pas dans cinq ans s'ils vivront encore dans cette maison à laquelle il a tant travaillé. Il ne sait pas s'ils pourront vivre dans cette maison. La paye de Laurence ne suffira pas. Une paye d'infirmière. Il dit comme ça, lui. Une paye. Son père touchait sa paye. C'est jour de paye, il disait à sa mère, inquiète souvent à la fin du mois. T'en fais pas. Mais sa mère s'en faisait toujours du souci, du mouron, du mauvais sang. Elle tenait les comptes sur un petit carnet, elle essayait de mettre un peu de côté mais ce n'était pas toujours possible. Des fois, il fallait taper dans les économies. Une paye d'ouvrier. Va élever quatre enfants avec ça sans te soucier. Les riches croient qu'avec les allocs c'est du nanan. Connards de riches. Et les journalistes commentent le soir à la télé la hausse du pouvoir d'achat. Crétins de journalistes.

Marco sent la colère taper dans sa poitrine. Il va avoir du mal à se rendormir.

À deux, ils y arrivent. Ça va. Font pas de folies, comme on dit. On s'arrange. On s'organise. Le bonheur? Il ne sait pas trop ce que c'est, mais oui, par moments. Par exemple l'an dernier en Bretagne, cette maison tout près de la mer louée avec des copains. Les soirées sans fin à savourer le temps qui passe, à refaire le monde, aussi, qui en a bien besoin.

Marco sourit à ces souvenirs, tout seul à trois heures du matin dans la cuisine, vêtu d'un caleçon à fleurs rouges et d'un vieux tee-shirt Motorhead.

Avant, Marco était un type souriant. Le mec cool, si vous voulez.

Avant, Marco repoussait ses inquiétudes d'un revers de la main comme on chasse une guêpe. Pas insouciant, non. On ne tue pas une guêpe parce qu'on la chasse.

Avant, par exemple, Marco aimait son boulot. Il faisait ça de son mieux, comme quand il bricolait à la maison. Il s'appliquait. Il n'ignorait pas que son intelligence, son savoir-faire, son soin, son efficacité étaient exploités par la boîte, mal payés, jamais reconnus. Marco savait tout ça. Il savait exactement sa place dans le mode de production capitaliste, comme on dit.

Déjà, Marco haïssait, méprisait les patrons, les darons, les actionnaires, toute cette nuée de profiteurs d'ici ou de l'autre côté de l'Atlantique. Sans parler de la plupart des cadres, des petits chefs qui veillaient au grain dans l'usine, qui pensaient ne pas être sous le marteau parce qu'ils s'étaient placés du côté du manche. Tout ce petit personnel aux ordres

sans lequel aucun pouvoir, aucune oppression ne saurait se maintenir.

Avant, Marco pensait peut-être que savoir tout ça, éprouver tout ça, protégerait du mauvais sort. Un peu comme ces formules magiques auxquelles pourtant il n'a jamais cru. Auxquelles pourtant on aimerait croire, parfois. Avec les copains, les amis, les camarades, ils parlent de conscience de classe. De rapport de forces. Savoir ce qu'on est, ensemble. Identifier l'adversaire. Lutter contre lui. Se tenir les coudes. Penser qu'on finira par être victorieux.

Avant, on arrivait à faire reculer l'ennemi. À le tenir en respect. En respect de qui? De quoi?

D'une parole? Des femmes et des hommes au travail?

L'ennemi ne respecte rien. L'idée même doit le distraire beaucoup de ses calculs cyniques comme une bonne blague pendant une pause-café. Sauvages encravatés, barbares à sang froid, prédateurs sans état d'âme. Une armée de tueurs tranquilles s'est déployée sur toute la planète. Pas d'armes. Mais des schémas, des courbes, des objectifs de profits cachés dans la mémoire de leurs ordinateurs portables, projetés sur des écrans pendant les réunions d'état-major. Il n'est plus vraiment nécessaire de tirer sur la foule pour la soumettre. Il suffit de la fatiguer, de connaître son degré d'usure, de calculer son point de rupture. Puis d'arracher, une fois qu'elle aura commencé à vaciller, son consentement.

L'ennemi est en train de mener, et de gagner, une lutte des classes dont il a toujours nié la réalité.

Marco se lève. Il éteint la lumière et reste un moment dans le noir. Il pourrait se croire seul au monde dans une nuit qui ne cessera plus. Il y a des moments où la solitude l'enferme dans une cloche de verre sous une lumière artificielle. Où les visages des autres sont flous et leurs voix si lointaines. Malgré la sono, les slogans. Et la ville autour d'eux qui s'écoule sur les trottoirs en une foule aveugle et sourde et lente de consommateurs. Bienvenue à Zombie-land.

La nuit en plein jour qui le suit comme son ombre, parfois.

Il frissonne puis revient dans la chambre et se couche prudemment pour ne pas la réveiller.

— Tu dors pas ?

— Non.

— Qu'est-ce que tu fais ?

— Rien.

Elle soupire.

— Viens.

Elle le prend dans ses bras. Il la serre contre lui.

— Il faut dormir. Je suis au bloc de huit à onze, bordel. Avec ce con de Lambert.

— Et nous on envahit le conseil régional à dix heures.

— Cassez-leur la gueule.

— C'est pas l'envie qui manque. À eux et à d'autres. Si au moins ça servait à quelque chose. C'est comme si tu plantais ton chirurgien d'un coup de bistouri.

Elle rit en silence.

— Rien que d'y penser, ça me fait du bien. Allez. On pionce.

Elle se retourne brusquement. Il sait qu'elle va se rendormir aussitôt.

Il se demande ce que ça lui ferait de gifler un président quelconque. Ou un ministre. Si ça le soulagerait. Ou même de le prendre par le col et de lui secouer la paillasse, puis de l'accrocher à un portemanteau. Devant des caméras, tiens. Comme le coup de la chemise arrachée. L'autre type escaladant une clôture pour échapper à ce que tous les chiens de garde et leurs maîtres avaient dénoncé sur le même ton indigné comme une intolérable violence... Il se souvient d'avoir applaudi devant son écran en découvrant les images, ce soir-là.

Parce que perdre son boulot, se faire lourder comme un malpropre, jeter comme un mouchoir usagé, gazer et matraquer par les flics comme ça arrive souvent c'est pas violent, sans doute. Ne pas savoir de quoi demain sera fait relève probablement de la belle incertitude du sport, et s'en inquiéter témoigne d'un attachement archaïque au monde d'avant, comme ils disent : un vrai boulot, de quoi vivre dignement, de quoi voir venir, un peu...

Parce qu'eux, pour ce qui est de voir venir, ils savent y faire : profits maximums, fraude fiscale, fortunes démentes, dividendes garantis. Corruption. Complicités innombrables. C'est censé nous ruiseler sur la gueule, le jour où l'envie leur prend de pisser par-dessus le bastingage de leur yacht. Et ils savent soigner les garde-chiourmes, les directeurs paranos, les DRH pervers, les journalistes des grands médias attachés à leur niche, tour à tour mordants ou rampants, selon qui s'approche...

Marco sent son cœur battre follement de colère et d'impuissance, allongé dans le noir à côté de la femme qu'il aime, dans cette maison où ils ont essayé de construire une vie, modeste et pas trop moche, comme beaucoup d'autres, gens de peu et autres pauvres diables moins vernis, ceux qui, pour le petit marquis élu président ne sont rien, seulement des quidams corvéables qu'il faut tirer de leur paresse et jeter les uns contre les autres dans une compétition permanente arbitrée par les patrons, filmée par la télé.

Il enrage, Marco, et il aimerait comprendre pourquoi les camarades et lui se sentent si seuls par moments à penser ce qu'ils pensent, à faire ce qu'ils font, lutter, encourager, entraîner les collègues, les copains. Il se sent encore du courage, ça oui, poussé par cette colère, cette révolte, cet écœurement, et puis cette conviction que le monde doit changer de base, comme dit la chanson. Tant qu'il est encore temps.

6 : 37. Chiffres rouges.

Marco n'a pas dormi.

Il se lève. Debout, il se sent mieux. Le jour se lève et filtre aux persiennes. Une folie de merles vocalise dehors.

Aujourd'hui, ça ira.

Ça ira.

Hervé LE CORRE est romancier.

Derniers ouvrages parus : *Après la guerre* (Rivages, 2014),
Prendre les loups pour des chiens (Rivages, 2017).

« SAUVER L'USINE »
CONTRE « PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI »
UNE OPPOSITION QUI DÉVOILE LE CYNISME
DU SYSTÈME CAPITALISTE

PHILIPPE BLANCHET

Manipuler l'opinion par le discours n'est pas une chose nouvelle et elle a déjà été bien étudiée. L'une des façons les plus courantes d'orienter le regard des gens est de choisir des termes qui donnent une certaine image, positive ou négative. On peut ainsi en accentuer, en atténuer, en dissimuler certains aspects, ou même en inventer. On peut aussi carrément retourner la vision d'une chose en lui donnant un nom inversé...

Dans le monde où nous vivons, dominé par l'idéologie et l'organisation capitalistes, c'est surtout dans le domaine de l'économie, de la finance, de l'emploi, du contrôle social exercé par les dominants sur leurs victimes que ces manipulations sont les plus nombreuses et les plus cyniques.

*Quels sont les mots employés à propos
de la fermeture de l'usine Ford à Blanquefort ?*

Les discours tenus autour de la fermeture de l'usine Ford de Blanquefort en fournissent, une fois de plus, de très bons exemples. J'ai sélectionné pour l'étudier la totalité des articles parus dans le journal local, *Sud-Ouest*, entre le 1^{er} janvier et le 7 juillet 2018, où on

trouve un ou plusieurs de ces mots : « sauver, sauvegarder, licenciement(s), emploi(s), plan » associé(s) à « Ford » et à « Blanquefort ». Il y a seulement 28 articles en tout, parus entre le 28 février et le 1^{er} juillet, ce qui est très peu et qui justifie l'expression de « fermeture en silence » employée par Philippe Poutou, alors que l'enjeu est massif (900 emplois). J'ai supprimé deux doublons (même texte dans deux éditions locales distinctes). Il reste les 26 citations suivantes :

1. Le 28 février 2018. Un défi de taille : éviter que ne ferme l'usine Ford de Blanquefort, où près de 1 000 salariés sont *menacés de licenciement*.
2. Le 28 février 2018. Les collectivités locales ont versé à Ford environ 15 millions d'euros dans le cadre d'un accord destiné justement à *sauver les 900 emplois* de l'usine blanquefortaise.
3. Le 28 février 2018. « [...] nous avons une chance de *sauver le site* et on va s'y atteler », assure Philippe Poutou*.
4. Le 2 mars 2018. Réunion publique du comité de soutien des salariés de Ford-Blanquefort [...]. Ce comité est mobilisé depuis des années pour *la sauvegarde du site et des emplois* aux côtés des syndicats.
5. Le 3 mars 2018. Les membres de l'intersyndicale de Ford, menée par le secrétaire du comité d'entreprise Gilles Lambersend, et certains élus locaux, tels que Véronique Ferreira, maire de Blanquefort,

* Philippe Poutou, connu comme porte-parole du Nouveau Parti anticapitaliste, deux fois candidat à l'élection présidentielle, est un délégué CGT de l'usine où il est ouvrier.

ont repensé à d'autres voyages vers la capitale destinés à *sauver les emplois* de l'usine girondine.

6. Le 8 mars 2018. Alain David à l'Assemblée nationale : « Il faut *sauver Ford*. » Le député socialiste de la Gironde a demandé mardi au gouvernement les mesures qu'il comptait prendre pour *sauver le site* de Blanquefort, promis à l'abandon par le géant américain de l'automobile.
7. Le 10 mars 2018. Philippe Poutou, micro en main : « Nous, en tout cas, nous ne leur reconnaissons pas le droit de partir. Ford a des obligations envers les collectivités locales. Et les pouvoirs publics semblent déterminés à *sauver le site* », poursuivait le cégétiste.
8. Le 31 mars 2018. Bruges. En fin de séance, les élus brugeais ont voté à l'unanimité une motion pour la *sauvegarde de l'usine* de Blanquefort.
9. Le 7 avril 2018. Une séance pleine de motions au conseil départemental. Motion pour la *sauvegarde de l'usine* Ford de Blanquefort.
10. Le 10 avril 2018. Bordeaux. La motion pour la *sauvegarde de l'usine* Ford Aquitaine Industries à Blanquefort a été adoptée vendredi dernier à l'unanimité des élus du conseil municipal.
11. Le 11 avril 2018. Bordeaux. Les élus ont voté à l'unanimité la motion « pour la *sauvegarde de l'usine* Ford Aquitaine Industries ». La réalité, c'est que la *sauvegarde des emplois* passe par la recherche d'un repreneur. C'est ce combat qu'il faut mener collectivement.
12. Le 13 avril 2018. La mairie de Pauillac a voté une motion de soutien à l'usine de Blanquefort pour *sauvegarder le site et les emplois*.

13. Le 23 avril 2018. Nouvelle journée de soutien aux « Ford » organisée par le *comité de sauvegarde des emplois*, la Ville et le CE.
14. Le 9 mai 2018. Langon. Vote d'une motion « pour la sauvegarde de l'usine Ford à Blanquefort ».
15. Le 8 juin 2018. Ford Europe a annoncé hier son intention de lancer *un plan de sauvegarde de l'emploi* pour son usine girondine.
16. Le 8 juin 2018. Ford Europe a confirmé son intention de mettre en place *un plan social* pour le site de Blanquefort.
17. Le 8 juin 2018. Les dirigeants de Ford ont confirmé la mise en place d'un *plan de sauvegarde de l'emploi*.
18. Le 11 juin 2018. « C'est un grand sentiment de colère que ressentent les communistes girondins après l'annonce par la direction de Ford du lancement de procédure pour *un plan de sauvegarde de l'emploi, l'autre nom du démantèlement industriel et social* », indique Sébastien Laborde, le secrétaire départemental du PCF.
19. Le 14 juin 2018. « J'ai perdu la bataille du *Plan de sauvegarde de l'emploi* » (Jean-Pierre Floris, délégué interministériel aux restructurations d'entreprises). Lors du comité de suivi sur l'avenir de l'usine Aquitaine Industries de Blanquefort, organisé hier en préfecture, les représentants du constructeur ont campé sur leurs positions. Les dirigeants de Ford Europe maintiennent les annonces faites le 7 juin : mise en place d'un *plan de sauvegarde de l'emploi*, parallèlement à la recherche d'un repreneur pour ce site industriel.
20. Le 14 juin 2018. Mise en place d'un *plan social* parallèlement à la recherche d'un repreneur [...].

L'ouverture d'un *plan de sauvegarde de l'emploi*, dont le calendrier doit être discuté à partir du 26 juin, est une certitude [...]. Beaucoup craignent en fait que l'option du repreneur ne soit qu'un « leurre » destiné à mieux faire passer la pilule du plan social et les discussions autour d'une possible fermeture du site.

21. Le 20 juin 2018. Ford a annoncé le 7 juin la mise en place d'un *plan social*, un *plan de sauvegarde de l'emploi*.
22. Le 21 juin 2018. [...] exprimer leur « colère » après l'annonce du *plan social* qui doit être lancé mardi prochain. En effet, les Ford ne comprennent pas que le *plan de sauvegarde de l'emploi* soit mis en place alors que la multinationale recherche toujours un repreneur pour son site girondin.
23. Le 21 juin 2018. Ford Blanquefort : la procédure de *plan social* a débuté hier. Social. Une réunion du comité d'entreprise extraordinaire s'est tenue hier au sein de l'usine pour lancer le *plan de sauvegarde de l'emploi*.
24. Le 27 juin 2018. Bordeaux. Conseil municipal. « Le président de Ford Europe nous a reçus et nous a annoncé qu'il ne reviendrait pas sur sa décision de *plan de sauvegarde de l'emploi* [...]. Les élus ont par ailleurs voté à l'unanimité une subvention de 3 333 euros au *comité de soutien et de sauvegarde des emplois industriels* du site de Blanquefort, « structure associative qui participe par ses actions au soutien en faveur des salariés et à la mobilisation en faveur du *maintien du site industriel* sur Blanquefort ».
25. Le 27 juin 2018. Ford lance la procédure de *plan social*. La procédure de *Plan de sauvegarde de l'emploi* concernant l'usine Ford Aquitaine Industries a débuté hier

[...]. Ce PSE [...] comprend, notamment, la mise en place d'un plan de départ en préretraite et un *projet de licenciement collectif pour motif économique*.

26. Le 1^{er} juillet 2018. « Ford n'a rien à faire de la suite du *plan social* qui est lancé » [...]. La procédure du *plan de sauvegarde de l'emploi* est lancée depuis mardi. Ce *plan social* concerne 872 salariés de l'entreprise, soit la quasi-totalité du personnel.

*Répartition, fréquence et progression
des termes relevés dans le journal Sud-Ouest.*

- 1 fois : démantèlement industriel et social (18)*
- 1 fois : maintien du site industriel (24)
- 2 fois : licenciement (1) pour motif économique (25)
- 5 fois : sauver > emplois (2, 5) / > site (3, 7) / > Ford (6)
- 12 fois : sauvegarde > site (4, 12) / > emplois (4, 11, 12, 13) industriels (24) / > usine (8, 9, 10, 11, 14)
- 16 fois : plan > de sauvegarde de l'emploi (15, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 26) / > social (16, 20, 22, 23, 25, 26 x 2)

Le mot «licenciement» n'apparaît qu'en tout début et en toute fin de la période. C'est un terme à connotation très négative qui est évité par *Sud-Ouest* et par les institutions. Le verbe «sauver» apparaît dès le début (28 février) mais il est évincé dès le 10 mars par «sauvegarder», dont il est presque synonyme**, probablement en partie pour anticiper (et faciliter?) l'arrivée de « plan de sauvegarde

* Le chiffre renvoie au numéro de la citation.

** «Sauver» signifie plus clairement un danger grave et imminent que «sauvegarder», qui implique davantage une protection, une conservation.

de l'emploi » qui apparaît à sa suite, avec « plan social » explicitement employé comme son équivalent.

Quels mots sont employés par qui?

- Démantèlement industriel et social (18) : Sébastien Laborde, secrétaire départemental du Parti communiste français ;
- Licenciement (1) : *Sud-Ouest* ; Licenciement pour motif économique (25) : *Sud-Ouest* (reprenant sans doute un communiqué du comité d'entreprise) ;
- Sauver les emplois (2, 5) : Alain Juppé (maire de Bordeaux, ancien président de la communauté urbaine de Bordeaux), Véronique Ferreira (maire de Blanquefort) et autres élus locaux / *Sud-Ouest*^{*}, Gilles Lambersend (secrétaire du comité d'entreprise) ; Sauver le site (3, 7) : Philippe Poutou, délégué CGT de l'usine Ford Blanquefort ;
- Sauver Ford (6) : Alain David, député socialiste de Gironde ;
- Sauvegarde du site (4, 12) : comité de soutien des salariés de Ford-Blanquefort, conseil municipal de Pauillac / Sauvegarde usine (8, 9, 10, 11, 14) : conseil municipal de Bordeaux, conseil municipal de Langon, conseil municipal de Bruges, conseil départemental de la Gironde ;
- Sauvegarde des emplois (4, 11, 12, 13) : comité de soutien des salariés de Ford-Blanquefort, conseil

* J'ajoute « / *Sud-Ouest* » quand je ne suis pas sûr qu'il s'agit de propos cités et qu'il peut s'agir d'une formulation de la rédaction du journal *Sud-Ouest*.

- municipal de Bordeaux, conseil municipal de Pauillac, comité de sauvegarde des emplois ;
- Sauvegarde des emplois industriels (24) : comité de soutien et de sauvegarde des emplois industriels du site de Blanquefort* ;
 - Maintien du site industriel (24) : conseil municipal de Bordeaux ;
 - Plan de sauvegarde de l'emploi / PSE (15, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 26) : Ford / *Sud-Ouest*, Jean-Pierre Floris (délégué interministériel aux restructurations d'entreprises), Sébastien Laborde (secrétaire départemental du Parti communiste français – mais pour critiquer la dénomination) ;
 - Plan social (16, 20, 22, 23, 25, 26 x 2) : Ford / *Sud-Ouest*.

Cette répartition de l'emploi des termes est très instructive :

« Plan de sauvegarde de l'emploi » parfois réduit au sigle « PSE » et « Plan social » ne sont employés, comme synonymes, que par Ford et le représentant du gouvernement.

« Sauvegarde » n'est employé que par des institutions, que ce soit dans la formule « PSE » ou pour parler des emplois, du site / de l'usine (synonymes).

« Sauver » (les emplois, le site, Ford comme synonyme de l'usine de Blanquefort) est employé

* Ce comité, de statut associatif, n'est pas le même que le comité de soutien des salariés de Ford-Blanquefort qui, lui, a été créé au moment de la première menace contre l'usine en 2007-2008. Par ailleurs les salarié·e·s de Ford Blanquefort ont créé un comité pour la défense des emplois dont le nom n'est pas cité dans *Sud-Ouest*.

uniquement et dans leur expression personnelle par des élus locaux, politiques ou syndicaux.

« Démantèlement industriel et social » n'est employé que par un militant, responsable local du Parti communiste, comme explicitation critique de la formule « PSE ».

Bref, « plan » et « sauvegarde » sont des termes institutionnels et plus froids, « sauver » est un terme plus engagé employé par des individus dépositaires d'un mandat local politique ou syndical. Le seul à employer une formule explicite et tranchante est un responsable du Parti communiste.

*Un « Plan de sauvegarde de l'emploi »
est en fait un « plan de licenciements »
à prétexte économique*

C'est un dispositif légal, nommé de cette façon dans le Code du travail (articles L 1233-61 et suivants), qui impose une démarche particulière aux entreprises employant plus de 50 salariés et voulant licencier plus de neuf salariés à la fois, pour un motif économique. Si l'entreprise emploie plus de 999 salariés, elle a obligation de chercher un repreneur pour éviter ou réduire les licenciements. Le Plan de sauvegarde de l'emploi a été instauré par le Plan de modernisation sociale* de 2002, en remplacement du Plan social instauré en 1989. C'est la raison pour laquelle les deux formules

* Encore une dénomination à connotation positive qui mériterait qu'on la démonte : il s'agit en fait toujours de « néolibéraliser » la société et de faire accepter les atteintes aux salariés.

sont employées comme synonymes : elles désignent en gros le même phénomène avec de petites différences dans le dispositif. Les termes « social » et « sauvegarde de l'emploi » sont avant tout du discours lénifiant pour donner un aspect positif à une démarche terriblement négative, même si on peut y prévoir des réaffectations et départs à la retraite.

Car il s'agit en fait, surtout et bien au contraire, d'un véritable « plan de licenciements » prétendu « économique » (voir citation 25). Il n'y a souvent aucun véritable motif économique autre que « améliorer la compétitivité », c'est-à-dire la rentabilité. Il s'agit juste de réduire les dépenses en déplaçant l'activité pour augmenter les revenus financiers des actionnaires et les salaires des grands dirigeants de l'entreprise*. On l'a vu avec la fermeture de l'usine Goodyear d'Amiens, dont le motif économique a finalement été jugé irrecevable, mais hélas beaucoup trop tard pour la rouvrir et rétablir les emplois, tous détruits. Ici encore, à Ford Blanquefort, il s'agirait de fabriquer les boîtes de vitesses à moindre coût aux États-Unis. Or, Ford a touché 15 millions

* Entre 2009 et 2017, en France, les plus grandes entreprises ont distribué 67% de leurs revenus aux actionnaires et 5% aux travailleurs et aux travailleuses qui produisent cette richesse. Les actionnaires sont en très grande majorité les personnes les plus riches et non des « petits porteurs ». Les dirigeants des entreprises du CAC 40 gagnent en moyenne 250 smic par mois chacun et 100 fois plus que le salaire moyen de leurs employé·e·s (source : CAC 40 : des profits sans partage, Oxfam, 2018, en ligne sur www.oxfamfrance.org/sites/default/files/file_attachments/vfrapport_oxfam_cac40_des_profits_sans_partage.pdf).

d'euros des collectivités territoriales publiques pour maintenir l'activité et les emplois à Blanquefort et a fait un bénéfice net de 7,6 milliards de dollars en 2017, en progression de 65 % (source : *Sud-Ouest* du 28 février 2018).

Normalement, le « PSE » n'est pas censé être appliqué tant qu'un repreneur éventuel n'a pas été recherché, puisque celui-ci pourrait effectivement sauver l'usine et des emplois. Mais, comme le font remarquer divers·e·s élu·e·s locaux, l'annonce du « plan social » apparaît « prématurée ». Elle montre le « double discours » de Ford : « Il n'est “pas certain” que Ford ait réellement l'intention de faciliter une reprise industrielle. Beaucoup craignent en fait que l'option du repreneur ne soit qu'un “leurre” destiné à mieux faire passer la pilule du plan social et les discussions autour d'une possible fermeture du site » (*Sud-Ouest*, 14 juin 2018). En clair, la sauvegarde effective des emplois, Ford s'en fout. On a vraiment affaire à un « démantèlement industriel et social » (citation 18).

Car si, pour l'enrichissement accru de quelques-un·e·s, il faut détruire les emplois et une partie de la vie de plusieurs milliers de personnes (900 salarié·e·s, leurs familles, les activités induites par leur vie locale*), peu importe. La cupidité et le cynisme l'emportent sur l'humanité et la solidarité. On emploie d'ailleurs, du côté de l'entreprise et des institutions, un sigle, le « PSE », qui efface et déshumanise encore

* Ford est un des plus gros employeurs du département, l'usine ayant été créée en 1973. Il y a eu jusqu'à 3 600 salarié·e·s en 2000.

plus le contenu effectif de ce qui se passe. Un sigle opaque et non les personnes qui en sont victimes.

*Quand des synonymes potentiels s'opposent,
le cynisme est dévoilé*

On pourrait penser que les formules « sauver les emplois, sauver l'usine, sauver le site » sont à peu près synonymes de « sauvegarder les emplois » et qu'un « plan de sauvegarde de l'emploi » a les mêmes objectifs. Et bien non. Ce n'est pas sans raison si ce ne sont pas les mêmes qui emploient l'une ou l'autre des formules. Quand les élu·e·s locaux politiques ou syndicaux parlent de « sauver les emplois, le site, l'usine », ils veulent vraiment dire ce qu'ils et elles disent. Quand Ford parle de « sauvegarde de l'emploi », il veut dire « fermeture de l'usine et suppression des emplois ».

Le cynisme va ainsi jusqu'à appeler « emplois sauvegardés » des licenciements. Et ceci avec la complicité de lois françaises mises en place par des gouvernements de droite qui se prétendaient de gauche*, autre trucage lexical.

Philippe BLANCHET

Sociolinguiste à l'unité de recherche PREFICS
de l'université Rennes-2.

Auteur de *Les Mots piégés de la politique*, Textuel, 2017.

* Gouvernements de Michel Rocard pour la loi de 1989 et de Lionel Jospin pour la loi du 17 janvier 2002.

SOMMAIRE

<i>Béatrice Walylo. Quelques mots sur ce livre</i>	7
<i>Philippe Poutou. Quelques mots sur la lutte des « Ford »</i>	11
SORJ CHALANDON. JOUR DE VICTOIRE	17
JULIETTE. CHANSONS	25
SERGE HALIMI . LES TYRANS ET LES TIGRES DE PAPIER	29
MONIQUE PINÇON-CHARLOT ET MICHEL PINÇON. L'USINE FORD À BLANQUEFORT : UN CHAMP DE BATAILLE DE LA GUERRE DE CLASSE ...	33
DOMINIQUE MANOTTI. FAKE BOÎTE	37
LAURENT BINET. LES MAGELLAN DE LA RENTABILITÉ	41
FRANÇOIS MOREL. LES PIEDS D'ARTHUR	45
DIDIER SUPER. SI FORD FERME SES PORTES, EST-CE VRAIMENT INJUSTE?	49
GUILLAUME MEURICE. LUTTE DES CULASSES	51
DIDIER CASTINO. SAUVER NOS LARMES	53
HERVÉ LE CORRE. INSOMNIE	67
PHILIPPE BLANCHET. « SAUVER L'USINE » CONTRE « PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI » UNE OPPOSITION QUI DÉVOILE LE CYNISME DU SYSTÈME CAPITALISTE	75

Cahier couleur avec les dessins de

BAR, FAUJOUR, VISANT, CAMI, URBS, BROUCK, LARGE,
COLLOGHAN, GIEMSI, BESOT, MAN, CHARLIE DELTA, EMMA,
PLANTU, RAY CLIDE, LASSERPE, JAVA

Ford Blanquefort
même pas mort !

*Édition préparée
par Béatrice WALYLO,
Philippe POUTOU,
Charlotte DUGRAND,
Bruno BARTKOWIAK,
et Nicolas NORRITO*

*Graphisme et maquette
par www.brunobartkowiak.com*

*Éditions LIBERTALIA
12, rue Marcellin-Berthelot
93100 Montreuil
www.editionslibertalia.com
Indicatif éditeur : 978-2-9528292*

Diffusion et distribution
HARMONIA MUNDI *livre*

*Reproduit et achevé d'imprimer
par l'imprimerie La Source d'or le 14 septembre 2018
Premier tirage : 2 500 exemplaires
Dépôt légal : 3^e trimestre 2018
Imprimé en France*

